

DELIBERATION n° 2019 - 81
portant approbation du procès-verbal de la séance
du 04 juillet 2019

Point inscrit à l'ordre du jour n° 01.00

Conseil d'administration du 07 novembre 2019

Vu le code de l'éducation et notamment l'article L712-3 ;

Moyennant l'amendement portant sur le point n°10 inscrit à l'ordre du jour, page 21 :

Demande de Madame Dumont :

➤ **Remplacer**

"Elle se rend compte qu'à l'université de La Réunion, les personnels sont, selon ses propos, « frileux dans la phase d'expérimentation »

Par

« Elle se rend compte que l'université de La Réunion est, selon ses propos, frileuse dans la phase d'expérimentation ».

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration **approuvent le procès-verbal du conseil d'administration réuni en séance plénière du 04 juillet 2019, annexé.**

Résultat du vote

| | | | | | | |
|---|------------|----|--------|----|---------------|---|
| <u>Résultat du vote</u> | | | | | | |
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 27 | | |
| Nombre de voix | pour | 27 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Fait à Saint-Denis le **13 novembre 2019**

Le Président de l'Université de La Réunion



Professeur Frédéric MIRANVILLE

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU JEUDI 04 JUILLET 2019**

Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a été convoqué en séance plénière **le jeudi 04 juillet 2019 à 10h00, en salle des conseils «Jean-Claude MIRE», sur le campus du Moufia.**

Sur 33 membres en exercice dûment convoqués, 29 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 10h20. Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

Points stratégiques, institutionnels et projets :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 07 juin 2019.
2. Complément de campagne emploi 2019 sur moyens ORE.
3. Soutien au développement des épiceries solidaires – conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens avec les deux associations.
4. Répartition des crédits du FSDIE.
5. Restitution du séminaire moyens et débat d'orientation budgétaire.
6. Répartition des subventions de soutien aux initiatives en faveur des personnels.
7. Demandes de financement de projets de recherche.
8. Modification des statuts de l'OSU-R, l'UFR SHE et l'ESIROI.
9. Désignation d'un nouveau représentant au conseil de l'ED SHS (suppléant EA-DIRE).
10. Charte du télétravail.
11. Convention d'association UR – ENSAM (Ecole d'architecture).

Points d'organisation et de gestion :

12. Récapitulatif des décisions budgétaires modificatives.
13. Attribution de la nouvelle bonification indiciaire (NBI)
14. Cartographie des emplois – RIFSEEP des personnels de bibliothèques, ITRF et AENES.
15. Modification du règlement intérieur de l'IUT.
16. Grilles tarifaires (UFR Santé, SUFP et MDL).
17. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

Points d'information :

18. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information.
19. Questions diverses.

ONT ASSISTE AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE

MEMBRES PRÉSENTS

Président de l'université de La Réunion :

Frédéric MIRANVILLE.

Professeurs :

Jean-Pierre CHABRIAT (départ de 12h26 à 14h) - Anne-Sophie TABAU (départ de 12h26 à 14h38 et à 15h44).

Maîtres de conférences et autres enseignants :

Katia ANGUE - Pascal BARET - Salim LAMRANI (jusqu'à 16h06).

Personnels BIATSS :

Annie DUMONT - Jean-Philippe VELIA - Ilias TIMOL - Stéphanie ROBERT - Arsène GARAIOS - Yasmine ABDOURAZAK.

Usagers :

Samantha POTHIN - Dany ELISABETH (jusqu'à 13h) - Ketty GRONDIN - Romain BOYER (jusqu'à 15h33) - Stéphane MANANT.

Personnalités extérieures :

Nathalie NOEL, représentante du Conseil régional (jusqu'à 13h) - Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (CIRAD) jusqu'à 13h - Catherine CETRE-SOSSAH (CIRAD) de 10h23 à 13h.

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs :

François TAGLIONI par Frédéric MIRANVILLE - Nathalie WALLIAN par Jean-Pierre CHABRIAT - Matthieu LE CORRE par Katia ANGUE.

Maîtres de conférences et autres enseignants :

Delphine CONNES par Jean-Pierre CHABRIAT - Fabrice VIALE par Pascal BARET - Isabelle FOCK par Eric JEUFFRAULT (jusqu'à 13h).

Usagers :

Dany ELISABETH par Samantha POTHIN (à partir de 14h15) - Maureen SORRES par Yasmine ABDOURAZAK.

Personnalités extérieures :

Nathalie NOEL, représentante du Conseil régional par Jean-Philippe VELIA à partir de 14h15 - Alain ARMAND représentant du Conseil départemental par Frédéric MIRANVILLE - Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (CIRAD) par Samantha POTHIN à partir de 14h15 - Catherine CETRE-SOSSAH (CIRAD) par Ketty GRONDIN à partir de 14h15 - Jeanne LOYHER, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Société ENOVA) par Katia ANGUE - Brigitte CHARLES par Jean-Philippe VELIA.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Erwan POLARD, représentant du recteur de l'académie de La Réunion - Gilles LAJOIE, président du Conseil académique - Gilles LAJOIE, vice-président du conseil d'administration en charge de la recherche et de la valorisation par intérim - Marceline DUCROCQ-GRONDIN, vice-présidente en charge de la formation et de la vie universitaire - Rudrigue SAUTRON, vice-président Etudiant - Ludivine ROYER, vice-présidente en charge de l'égalité Femmes-Hommes et de la prévention des discriminations - Olivier SEBASTIEN, vice-président en charge des usages et du développement du numérique - Yoann CHANE-TO, Chargé de mission qualité et conditions et de vie au travail - Jean-Bruno GÉRÉONE, directeur des ressources humaines - Yves LANGEVIN, directeur des finances et de la comptabilité - Juliana M'DOIHOMA, Directrice de cabinet de la présidence

– Yves DEPIGNY, responsable du service des affaires juridiques et du contentieux – Tatiana LEBEAU, assistante au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance.
Jean-Marc RIZZO, Directeur de l'UFR Droit et d'Economie – Brigitte GRONDIN-PEREZ, Directrice de l'UFR Sciences et technologie – Mylène EYQUIEM, représentante de l'UFR Lettres et sciences humaines jusqu'à 13h – Jean-Michel JAUZE, Directeur de l'UFR Lettres et sciences humaines à partir de 14h15 – Lalaonirina RAKOTOMANANA-RAVELONARIVO, Directeur de l'ESIROI – Richard LORION, Directeur de l'Institut universitaire de technologie – Eric LACROIX, Directeur du SUAPS – Jean-Paul DUPRAT, Directeur du CROUS – François GARDE, rapporteur du projet ENSAM.
Judex DE LOUISE, représentant syndical A et I UNSA jusqu'à 13h – Eric LACROIX, représentant syndical SGEN-CFDT – Rachelle MARIAMON, représentante syndicale CGTR Educ'Action et non syndiqués – Yasmine ABDOURAZAK, représentante syndicale UNSA ITRF-BI.O – Patrick RIVIERE, représentant syndical SNPTES.

Le quorum étant atteint, Le Président accueille les administrateurs et déclare la séance ouverte à 10h20. Il demande aux membres s'ils souhaitent aborder des points avant la séance.

Pascal Baret souhaite rajouter un point à l'ordre du jour en question diverse, en référence à la commission d'affectation du poste de PRAG section 40 et 62 de l'IUT. *Quelle est la politique de l'université sur les demandes de recours gracieux d'une part et d'autre part, quelle politique en termes d'utilisation du support en cas d'interruption du concours ?*

Le Président rappelle le règlement intérieur du Conseil d'administration. En effet, les questions diverses doivent être adressées quarante-huit heures avant la séance, par écrit, afin d'apporter les meilleures réponses possibles. Toutefois, s'il n'y a pas d'objection particulière, il accepte d'aborder ce point en question diverse, même si l'information est arrivée tardivement.

Aucune objection particulière.

Stéphane Manant, félicite, tout d'abord, monsieur le vice-président étudiant, Rodrigue SAUTRON qui a été élu au CNESER. Il souligne qu'il n'est pas fréquent d'avoir des élus étudiants de La Réunion dans les instances nationales, car il était lui-même au CNOUS. Puis, il évoque la visite des inspecteurs de l'IGAENR durant la semaine du 24 au 28 juin 2019 qui ont visité l'IAE. Il demande si les conclusions ont été établies et si les administrateurs pourront en disposer.

Le Président fait savoir que les inspecteurs généraux étaient au nombre de deux, étaient dans les murs du 24 au 28 juin 2019 sur la question du fonctionnement et de la gestion de l'IAE. Cette visite avait été coordonnée avec le cabinet de la ministre qui a saisi l'IGAENR. L'UR avait procédé à l'organisation matérielle de leur mission pour réaliser les entretiens et recueillir tous les éléments nécessaires à la constitution de leurs rapports. Des retours qu'il a reçus, l'ensemble des entretiens s'est correctement passé. Ils se sont entretenus avec la gouvernance de l'université de La Réunion, les équipes de direction générale et l'ensemble des administratrices et administrateurs du conseil d'administration de l'IAE. S'agissant de la restitution, le rapport devrait être transmis, le plus rapidement possible, et pourra à ce moment être discuté avec les administrateurs.

Stéphane Manant indique avoir reçu sur le canal « tous-étudiant » le message sur l'absence de service de la restauration (camion-bar) au PTU. Il profite de la présence du directeur du CROUS pour lui suggérer de se positionner sur ce site, par exemple, pour un Food Truck, afin de proposer cette restauration aux étudiants. *Est-ce que le nombre d'étudiants est insuffisant pour que le CROUS se positionne sur ce site ?*

Le Président rappelle qu'il s'agit des propos liminaires. Il propose d'aborder cette question avec le directeur du CROUS ou avec les services de l'administration en marge du Conseil d'administration. Il informe que des éléments de réponse sont en cours sur ce dossier.

Annie Dumont demande le report du point n°1 inscrit à l'ordre du jour relatif à l'adoption du procès-verbal de la séance du 07 juin 2019 transmis ce jour. Elle estime que les membres n'ont pas eu le temps de le lire au regard des délais de route et du document conséquent.

Le Président s'excuse pour l'envoi tardif et répond favorablement pour ce report. Par ailleurs, il tient à remercier les services qui ont pu présenter le procès-verbal de la séance précédente, même s'il arrive tardivement aux administrateurs.

Point n°1. Approbation du procès-verbal de la séance du 07 juin 2019.

Rapporteur : Président.

Report

Point n° 2 : Complément de campagne emploi 2019 sur moyens ORE.

Rapporteur : Président.

Le Président rappelle, en complément des documents transmis, que le Conseil d'administration du 13 décembre 2018 avait validé une campagne qui comportait un certain nombre d'emplois affichés, pour information, sous-réserve de moyens nouveaux notamment du Plan étudiants qui relève de la loi orientation et réussite des étudiants.

Suite aux discussions, il annonce l'accompagnement par la tutelle ministérielle, via l'académie pour l'obtention de moyens à hauteur de 2,026 millions euros pour l'exercice 2020, et 675K euros pour 2019. Cet accompagnement permet des places supplémentaires en L1, en L2 et le déploiement des six parcours adaptés. En termes de moyens humains, le Président projette les validations qui ont été présentées au Comité technique et au Conseil académique en formation restreinte. L'établissement reste dans l'attente de la notification de subventions pour charge de service public de l'établissement qui est prévu à la fin du mois de juillet 2019.

Il commente le document de travail et cite les composantes concernées pour l'accueil supplémentaire et des parcours adaptés : l'UFR droit-économie, l'UFR Sciences technologies, l'UFR lettres et sciences humaines, l'UFR sciences de l'homme et de l'environnement, l'UFR santé qui ont été mobilisées sur ce Plan Étudiants 2019-2020, de même que les services transversaux de l'établissement.

La vice-présidente du CA-FVU complète l'exposé en précisant qu'il s'agit des remontées des composantes de formation et services qui se sont positionnées comme étant volontaires pour contribuer à une meilleure réussite en L1.

Elle remercie encore une fois, les composantes de formation, les équipes pédagogiques qui ont contribué à ce projet. De plus, elle fait observer que cette démarche n'aurait pas été possible sans le soutien fort et l'accompagnement de l'académie qu'elle remercie à nouveau.

Elle informe que des comptes rendus seront présentés sur l'augmentation des taux de réussite. Ce travail a d'ores et déjà débuté avec les composantes de formation et les services, sur le suivi et le profil, en commençant avec l'accueil pour une information « formation des services civiques ambassadeur de la réussite ». Ces derniers feront un point tous les mois avec les composantes concernées.

Le Président s'associe ainsi que l'ensemble de l'équipe aux remerciements de la vice-présidente à destination de toutes les équipes qui ont travaillé sur ces éléments dans un temps record et qui permettent de valoriser ce bel accompagnement au bénéfice de la

réussite des étudiants. Il rappelle que le taux de couverture était l'indicateur retenu, en conseil des directeurs de composante, pour notamment l'arbitrage sur la nouvelle offre de formation et la soutenabilité budgétaire de l'ensemble, à la fois sur ressources à caractère général, les ressources établissements, mais aussi les ressources nouvelles qui sont celles du Plan Étudiants.

Ces éléments présentés en Conseil des directeurs de composante le 25 juin 2019, ont fait l'objet d'un accord de l'ensemble des structures concernées pour la partie « titulaire » par le Comité technique d'établissement et le Conseil académique.

N'ayant pas de remarque particulière, le Président soumet aux voix le complément de campagne emploi 2019 qui accompagne majoritairement les moyens ORE et une réouverture de concours.

| Résultat du vote | | | | | | |
|--|-------------------|-----------|---------------|-----------|----------------------|----------|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 28 | | |
| Nombre de voix | pour | 25 | contre | 0 | abstention(s) | 3 |

Point n°3: Soutien au développement des épiceries solidaires – conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens avec les deux associations.

Rapporteur : Vice-présidente en charge de la formation et de la vie universitaire.

Le Président présente une proposition de conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens pour la structure positionnée dans le sud et celle positionnée dans le nord.

Eu égard aux moyens dont dispose l'établissement, il a été souhaité à la fois de responsabiliser ces structures sur les questions d'objectifs et sur les moyens, puisque ces structures sont en plein développement et connaissent une fréquentation importante. Il attire l'attention sur la limite du bénévolat qui pourrait les fragiliser. Ainsi l'ambition de l'établissement est de les accompagner de manière pérenne pour un travail collectif.

La vice-présidente du CA-FVU poursuit précisant que ce soutien répond à une orientation ministérielle, considérée comme prioritaire et qui est déclinée dans la circulaire n°2019-29 du 21 mars 2019 relative aux modalités de programmation et de suivi des actions financées, par la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC).

Ce projet répond également à l'une des priorités académiques dans son axe 4 relatif à l'accompagnement social des étudiants répartis sur tout le territoire. Comme rappelé en amont, l'UR est déjà engagée aux côtés des deux épiceries sociales et solidaires de l'établissement. Cette délibération vise à structurer le partenariat existant entre l'université de La Réunion d'une part, et chacune de ces deux structures d'autre part, par le biais d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens.

Ces conventions ont pour effet bénéfique d'apporter aux associations une lisibilité et des moyens suffisants pour renforcer et développer leurs activités à destination des usagers. Elles permettront également à l'établissement d'assurer le contrôle et le suivi des sommes allouées, notamment au regard des objectifs visés. En effet, l'UR devra rendre des comptes au ministère par le biais du rectorat, tous les ans sur l'utilisation des fonds de la CVEC.

Par ailleurs, elle signale que les sommes allouées diffèrent d'une épicerie à l'autre, dans la mesure où, elles ont des taux de fréquentation sensiblement différents : à Saint-Denis, 980 étudiants en moyenne par semaine, et au Tampon, 60 étudiants en moyenne par an. De plus, les services proposés ne sont pas les mêmes, puisque le service de restauration lors des fermetures du restaurant universitaire du CROUS sera développé par l'épicerie du nord, à partir de la rentrée prochaine.

DEBAT

Le directeur du CROUS signale, tout d'abord, une coquille sur l'intitulé de l'association sociale "attitude". Il intervient sur deux points : d'une part, les deux associations n'obéissent pas aux mêmes règles : l'une sur au fonctionnement social et pour l'autre sur au fonctionnement solidaire, donc elles n'ont pas les mêmes fournisseurs. De plus, le coût d'achat sera plus important pour l'épicerie du nord que celle du sud.

Le CROUS de La Réunion a examiné les conventions d'objectifs et des moyens pour la distribution des aides alimentaires lorsque le Crous est fermé. Ainsi des aides d'urgence pourront se faire *a minima*, en remplacement du CROUS.

Il rappelle la politique de zéro cash où le CROUS distribue de moins en moins d'espèces. A un moment s'il n'y a plus de cash, il faut qu'il y ait des structures relais, telles que ces deux associations. Il informe du vote de la commission de contributions de vie étudiante et de campus du Crous de La Réunion qui a validé un soutien aux deux associations.

Le Président souligne tout l'accompagnement qui est fait au niveau du Crous sur ces structures, pour lesquelles il invite les élus à se rendre sur place, car elles sont très bien organisées et apportent un très bon service aux étudiants.

Le Président procède au vote.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|-----------|---------------|----------|----------------------|----------|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 30 | | |
| Nombre de voix | pour | 25 | contre | 0 | abstention(s) | 5 |

Point n°4. Répartition des crédits du fonds de solidarité en faveur des initiatives étudiantes.

Rapporteur : Vice-présidente en charge de la formation et de la vie universitaire.

La vice-présidente du CA-FVU présente le Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE), alimenté lui aussi par les crédits de la contribution de vie étudiante et de campus, la CVEC. L'établissement a lancé le 20 mai 2019 son deuxième appel à projets au titre du programme 2019. La campagne s'est clôturée le 09 juin 2019 pour une commission qui s'est réunie le 21 juin 2019 : huit dossiers réceptionnés et déclarés administrativement recevables, pour un montant total de 35 812 euros.

Ces projets ont été présentés en Commission de la formation et de la vie universitaire avec un solde d'environ 60K€ pour une répartition au titre de 35K€. Le solde restant fera l'objet d'un troisième appel à projets qui devrait intervenir prochainement, pour laisser du temps aux porteurs de projets jusqu'à la rentrée universitaire, pour en déposer de nouveaux.

Le Président soumet aux voix cette répartition.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|-----------|---------------|----------|----------------------|----------|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 30 | | |
| Nombre de voix | pour | 27 | contre | 0 | abstention(s) | 3 |

Point n°5. Restitution du séminaire moyens et débat d'orientation budgétaire.

Rapporteur : Président.

Le Président signale que ce point se scinde en deux parties, puisque depuis l'année dernière un séminaire a été mis en place avec l'ensemble des acteurs internes de l'université pour travailler conjointement à la répartition des moyens au sein des établissements.

Il fait un rappel de la démarche effectuée en 2018, à l'appui du séminaire d'orientations stratégiques et moyens qui a permis de faire remonter un certain nombre de priorités et a permis l'élaboration de la lettre de cadrage budgétaire. De ces éléments, une proposition du budget initial 2019 a été adopté le 13 décembre 2018.

Pour 2019, il informe que le fonctionnement est identique, et en concertation avec le Conseil des directeurs de composante, il a été souhaité de capitaliser sur la question des moyens et des indicateurs pour identifier les orientations stratégiques.

Quant au **séminaire**, organisé le 20 juin 2019, il a été convenu de le restituer en Conseil des directeurs de composante, le 25 juin 2019.

Le Président commente le document projeté sur la restitution du séminaire moyens 2020 sur les indicateurs et priorités budgétaires pour 2020, les indicateurs des volets formation, recherche et des activités transversales.

Il laisse place aux échanges avant d'entamer les priorités.

DEBAT

Stéphanie Robert questionne sur les indicateurs, au titre de la formation sur le point n°3 relatif au taux d'encadrement administratif par BAP (administratif/technique).

Sur les « non titulaires », elle demande si ce sont des BIATSS non titulaires « établissement » ou l'ensemble des BIATSS « non titulaires » sur ressources propres ou ressources affectées.

Le Président répond qu'il s'agit des ressources à caractère général. L'idée est d'avoir ce taux d'encadrement sur le budgétaire.

Eric Jeuffrault souligne l'intérêt de la démarche et trouve l'exercice très intéressant à deux titres. Tout d'abord, parce qu'il permet une cartographie à travers des indicateurs qui résume de façon assez pragmatique l'activité de l'ensemble de l'université.

Ensuite, elle est aussi importante de devoir les afficher, parce qu'ils servent de dialogue avec les partenaires de l'UR, dont les organismes de recherche et les bailleurs. Mais plutôt que de les afficher, il propose d'un commun accord, de travailler sur la construction de ces indicateurs et leur pertinence, c'est à dire, la valeur « résultats » qu'ils représentent car, à son sens, c'est essentiel.

Puis, au-delà de partager ces indicateurs, il les considère comme un engagement à tenir sur la durée pour ne pas changer en cours de route. Selon ses propos, ce sont des dynamiques qui sont jugées et non pas des indicateurs annuels qui reflètent certes, une photographie, mais en aucun cas une trajectoire inscrite pour l'UR.

En perspective de la future programmation en termes de recherche, il est extrêmement favorable de partager avec l'UR, notamment pour l'exercice des nouveaux fonds européens 2022-2027 qui démarre en 2019.

Selon lui, cette question d'indicateurs est cruciale pour les bailleurs et pour le choix des indicateurs qui pourraient être remontés dans le dialogue, par exemple, avec l'Union européenne comme des indicateurs majeurs de suivi.

Il relève que si ce n'est pas fait avant, il faudra s'adapter. Il termine en félicitant ce travail.

Anne-Sophie Tabau indique que ce sont surtout des indicateurs quantitatifs, ce qui effectivement permet d'une certaine manière de créer l'objectivité, mais elle estime qu'ils sont aussi sans doute incomplets (inaudible).

Le Président rejoint ces propos. Dans les recommandations, il a été proposé de maintenir les réunions de dialogue de gestion en complément des éléments objectifs afin de mieux comprendre des situations et les intégrer dans l'arbitrage final.

D'autant plus, que le positionnement et le nombre restreint d'indicateurs permet également aux services de proposer des synthèses de ces valeurs, à la fois en instantané et en dynamique sur le contrat. Ce qui donne une lecture des évolutions qui viennent à l'appui des discussions avec les équipes. Il précise que le quantitatif n'est pas le seul critère qui prime sur l'arbitrage final.

Anne-Sophie Tabau éclaire sa réflexion. Il est aussi possible de développer des indicateurs qualitatifs sans que ce soit forcément la discussion.

Stéphanie Robert à son sens, correspond justement à l'indicateur 6 de la partie transversale. Elle propose de l'élargir aux autres indicateurs « recherche et formation ». Elle questionne sur le volet « formation » pour le taux de couverture et demande si, en réel, le potentiel horaire est pris en compte malgré tout. Car, à son sens, c'est la même chose.

Le Président acquiesce et indique que c'est la même formule de calcul. Il signale que ce qui change au début, c'est le prévisionnel sur l'année universitaire suivante. Pour exemple, ce calcul tient compte d'une estimation de la campagne emploi, donc des moyens nouveaux. Tandis que le réel, c'est ce qui s'est passé, donc il sera tenu compte de l'effectif en poste et non pas d'un effectif prévisionnel qui serait projeté.

Eric Jeuffrault rejoint les propos évoqués de Madame Tabau. Les résultats doivent être un mixte effectivement d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

L'indicateur quantitatif a forcément un intérêt qui permet de mettre un chiffre, mais il estime que ce n'est pas tant l'indicateur qui est important ; c'est surtout que l'ensemble de la communauté sache les éléments de mesure et d'équations qui permettent d'arriver à ces indicateurs. Car, selon ses propos, c'est la signification de ce que l'on veut donner à cet indicateur et ce qu'on souhaite montrer.

Puis, il propose de démarrer, très clairement dans la prochaine programmation sur la question de mesure de l'impact de la formation dans la préparation des projets : impact anté recherche et post recherche.

Un certain nombre de méthodes ont été définies, et il pense possible de mieux partager avec l'UR en tant que partenaire, de manière à s'accorder sur ces questions. E il termine en précisant que dans ce souhait commun, les partenaires bailleurs partenaires sont aussi en demande.

Le Président du Conseil académique souscrit et rebondit sur les propos de Monsieur Jeuffrault. Il pense effectivement, qu'il est d'autant plus important sur le volet « recherche » d'avoir en perspective, pour les mois à venir, une réflexion à mener sur la fameuse question des plates-formes évoquée dans le livre bleu outre-mer.

Il faut penser dans l'ensemble des bassins ultramarins français, des « têtes de pont » de l'océan et de la recherche, dans des bassins géographiques dédiés.

Il fait état de la première initiative partie de Saint-Pierre-et-Miquelon et qui maintenant, au tour des autres outre-mer, de se structurer sur ce type d'approche de valoriser. Il annonce que ce dialogue est en cours actuellement avec le CIRAD. Il précise qu'à l'époque, la question était posée de savoir ce que serait une politique de sites dans les différents outre-mers existants et cette réflexion est maintenant à préciser.

Il estime aujourd'hui être plus apte à cette montée en structuration qui est extrêmement importante pour le territoire. Il cite pour exemple, le grand événement attendu avec "Island Biology 2019" réunissant 350 chercheurs, 45 nationalités présentes.

La représentante de Conseil régional, Nathalie Noel relève également l'importance des indicateurs surtout pour les partenaires au niveau de la région ; notamment sur le volet « recherche » pour avoir une politique efficace sur le prochain PO-Feder. Ces indicateurs sont d'autant plus nécessaires pour la rédaction du PO-Feder qui est en cours et permettrait d'avoir des remontées essentielles, pour connaître les secteurs de la recherche qui n'en bénéficient pas, ou n'arrivent pas à émarger sur ce PO-feder. De plus, il faut arriver à amener les laboratoires à émarger sur les fonds « Horizon 2020 », ce qui permettrait d'impulser une politique d'ampleur sur la recherche au niveau du bassin océan indien avec les différents partenariats CIRAD, IRD et autres. Elle insiste sur la nécessité d'avoir cette politique de suivi sur la recherche pour pouvoir structurer efficacement, comme c'est actuellement, le cas sur la pédagogie.

La représentante de l'UFR LSH, Mylène Lebon, trouve intéressant de ne pas toujours comparer les formations et les composantes entre elles. Ensuite, sur l'alternative de faire des comparaisons avec des « étalons nationaux », elle pense qu'il faut être aussi prudent. A ce propos, elle fait part de deux remarques, particulièrement pour l'UFR LSH, pour lequel elle pense que l'impact va au-delà. C'est la situation plurilingue de La Réunion qui a aussi des effets sur les maîtrises des langues en général. Et puis, au niveau de la recherche, le fait d'être à 10 000 kilomètres impacte aussi les réseaux d'influence ou les relations qui peuvent être établies avec les autres laboratoires.

A son sens, c'est important de prendre en compte d'autres types d'étalons, mais pour les étalons nationaux, il faut aussi relativiser, tout comme il faut relativiser les évaluations Hcéres, qui à son avis, n'ont pas toujours été contextualisées, notamment au niveau des formations. En effet, elle souligne le manque de connaissance des profils des évaluateurs contrairement au volet recherche. Elle pense qu'il est important de demander les *curriculum vitae* des collègues qui viendront évaluer prochainement, car elle rappelle quand même que ce sont des pairs.

Puis, pour les formations, l'UR n'a pas eu le niveau de connaissance des évaluateurs sur le territoire de La Réunion pour la prise en compte de ces aspects contextuels. A ce sujet, elle fait part d'une expérience vécue dans un colloque, où actuellement en France hexagonale de nombreux collègues pensent que La Réunion se trouve dans le Pacifique. En résumé, ils confondent encore La Réunion et les Antilles. Donc, elle pense qu'il est bien de le rappeler pour les éléments contextuels, et notamment les éléments de professionnalisation qui sont souvent reprochés, alors que le tissu économique est ce qu'il est à La Réunion.

Le Président rejoint ses propos. C'est effectivement la même réflexion qui s'opère quand il y a la comparaison des différents établissements. Ces éléments sont à chaque fois évoqués, de bien tenir compte des spécificités, puisque l'université de La Réunion n'est pas comparable à une université positionnée dans l'Hexagone, quand bien même, il y aurait à peu près le même effectif, pour les raisons d'indicateurs socioéconomiques.

Eric Jeuffrault adhère aux derniers propos. Il pense aussi qu'il y a effectivement la contextualisation ou la territorialisation. A son sens, il faut au contraire rebondir sur ces écarts qui peuvent être expliqués, et en faire une force. D'autant plus, qu'il estime très sincèrement, que le département de La Réunion n'a pas à rougir de ce qu'il fait au quotidien, notamment en matière de puissance de recherche, de puissance de moyens, etc. Au sujet de politique de site, il pense à recenser les moyens actuels et en commun et de pouvoir communiquer sur le sujet.

De nombreux fonds nationaux ou européens viennent d'être injectés durant les cinq dernières années, notamment du côté de l'université, du CIRAD, où un certain nombre de nouveaux laboratoires vont émerger. Il y a des ambitions de faire des politiques de sites connectées et par la même occasion, de favoriser, notamment les transports de façon

intelligente, pour que l'ensemble des étudiants puissent accéder encore plus facilement d'un site à l'autre. Ce sont des questions qui se posent notamment dans le sud. A sa connaissance, il manque un document synthétique qui pourrait reprendre un certain nombre d'indicateurs et se nourrir très justement des évaluations Hcéres qui viennent d'être actualisées. A son sens, c'est une remobilisation de ce qui a déjà été fait, mais de façon un peu plus dynamique.

Le Président du Conseil académique rejoint ses propos. Au niveau du territoire qui ramène au sujet des plateformes, elles doivent être une mise en réseau des plateformes existantes sur les changements globaux et les conséquences sur la santé humaine. De plus, il ajoute que cela rejoint les deux grands champs de formation et de recherche, d'une dimension sociétale également en termes d'impacts.

Pour rebondir sur les propos de Madame Eyquiem, il pense que le territoire commence à être plus visible nationalement et internationalement, notamment avec la CP2U et des grands événements tels que « Island Biology » cités en amont. Pour conclure, il précise que ce sont des enjeux de recherche très forts pour le territoire et l'ensemble de la zone.

Le Président enchaîne sur le deuxième volet de la consultation sur les priorités budgétaires de la campagne emploi et fonctionnement sur les trois volets indiqués précédemment à l'appui du document de travail.

Le débat d'orientation budgétaire.

Le directeur des finances et de la comptabilité rappelle que le débat d'orientation budgétaire se fonde sur le code de l'éducation, l'article R71964.

Sur les orientations générales du budget, il fait référence à l'article 71961 sur les conditions d'équilibre réel de l'établissement, notamment entre les dépenses et les recettes, la situation patrimoniale, l'évaluation des recettes et des dépenses de façon sincère au regard de leurs prévisions.

Un troisième point qui est celui de respecter l'équilibre de la masse salariale de l'établissement sur les ressources SCSP, et sur les ressources propres.

Et enfin sur l'aspect d'équilibre financier au regard de l'emprunt qui est inexistant au sein de l'établissement. Pour finir, c'est présenter un équilibre réel, aussi bien en compte de résultat que sur le fonds de roulement qui permet éventuellement de pouvoir financer des opérations d'investissement.

Pour la présentation de ce débat d'orientation budgétaire, un certain nombre d'indicateurs sur les grandes masses du budget ont déjà été évoqués, avec un rappel sur la dotation établissement. Il est au question de savoir quelle est la part pour chacun des services concernés par des recettes propres ou affectées qui donnent un éclairage global sur le niveau d'activité et le financement des secteurs d'activité de l'établissement.

Sur la base du tableau qui a été présenté au cours du débat d'orientation budgétaire de l'année précédente, celui-ci a été actualisé pour la colonne année 2018 en exécution et des éléments de budget initial 2019 avec les indicateurs pour 2020.

Pour le budget initial 2019, le prélèvement sur le fonds de roulement est repris pour un montant d'environ 900K€ avec les principes d'affectation des recettes et des dépenses de masse salariale.

Sur 2020, une première trajectoire qui ressort serait de limiter le prélèvement à 700K€, notamment pour financer le SPSI qui est toujours en cours d'élaboration, mais qui se précise, de jour en jour, et pour lequel il y a des fonds État, des fonds européens et des fonds région, mais aussi une participation de l'établissement qui s'élèverait à 500K€ au titre de 2020. De plus, il précise que des travaux doivent être réalisés au titre de

l'accessibilité et la mise aux normes qui nécessite un prélèvement sur fonds de roulement, puisque ce sont en partie des financements provenant de l'État qui n'a pas encore été utilisés, mais pour lequel la recette est indiquée dans les exercices précédents.

L'idée c'est de maintenir un fonds de roulement suffisant pour réussir à porter les opérations réalisées actuellement. Il fait remarquer que c'est un discours récurrent tenu à la direction des finances et de la comptabilité. Un certain nombre de projets sont préfinancés, il est donc important d'avoir un fonds de roulement et une trésorerie suffisante, pour pouvoir supporter les décalages de trésorerie.

Le directeur des ressources humaines présente le volet « masse salariale » avec un focus des titulaires. Donc, pour le budget 2019, il explique que les indicateurs ont été repris à l'identique. Celle de 2020 contient des informations de projections macro qui passeraient de 85,9 millions à 88,1 millions d'euros.

Cette projection prend en compte les facteurs les plus importants qui impactent l'évolution de la masse salariale tels que : le GVT qui est en diminution par rapport à 2018 et correspondrait à un montant de 700K€.

S'agissant des départs à la retraite, une moyenne est prise en compte, sur les quatre dernières années, pour un montant moyen des départs aux alentours de 800K€. Puis, l'autre facteur qui impacte l'évolution de la masse salariale est l'extension en année pleine des campagnes emploi, notamment celle de 2019.

Donc à l'instar de ce qui se fait jusqu'à présent, il est recommandé de prévoir lors de la campagne emploi de 2020 la même volumétrie d'environ douze agents non titulaires volet « enseignants, enseignants-chercheurs » qui seraient inscrits d'office au budget. Pour terminer, il précise que cette évolution intègre les nouveaux moyens ORE.

Pour les autres postes de dépense, la reconduction est identique avec les indications des ressources propres et ressources affectées. Une évolution de projection des recettes sur SCSP a aussi été réalisée.

Ces recettes en point initial démarrent à partir de la subvention pour charge du service public, prévisionnelle reçue en début d'année 2019, majorée d'un certain nombre d'éléments, dont le plan ORE et des recettes concernant les créations de personnels de santé, des ajustements des différentes mesures, notamment « PPCR ». Ce qui amène à une estimation des recettes globale de SCSP pour 2020 à 93,9 millions d'euros.

Pour terminer, il ajoute qu'au niveau de la masse salariale des ANT sur RCG, la reconduction concerne aussi les contrats PEC et la même volumétrie pour les contractuels qui sont rémunérés et financés sur la subvention pour charge du service public.

Le Président informe que le tableau présentant la déclinaison des grandes orientations en moyens a été simplement actualisé par rapport à ce qui avait été fait antérieurement ; Il précise qu'il s'agit de la reconduction pour cette année des grands volumes.

Puis, il commente les indicateurs des volets « formation », « recherche », la partie transversale et la masse salariale.

Le directeur de l'IUT revient sur la masse salariale ressources affectées-ressources propres. Il constate que l'ensemble des éléments présente une stabilité globale, voire une légère augmentation. Mais il constate sur la masse salariale ressources affectées-ressources propres une diminution de 4,6M€ à 3,8M€. Il demande ce qui justifie cette évolution de la masse salariale RA RP.

Le directeur des finances et de la comptabilité répond que ce qui est inscrit au BI 2019 tient compte d'enveloppe de réserve à ouvrir sur les projets « Recherche », après les remontées du pôle Recherche sur les besoins en recherche.

Il a été constaté que c'est une somme qui est surestimée et qui ne sera pas consommée. L'établissement est au plus près en 2020 sur le réel et sur les prévisions.

Par exemple sur le réel 2018 (Global MS) sur RP/RA à 5,10M€ qui se rapprocherait aux alentours de 6M€ et non pas à 9,8M€ en réalisé pour 2019.

Ce travail est à faire avec le pôle Recherche dans le cadre des conventions qui sont bien souvent pluriannuelles pour pouvoir être au plus proche des prévisions budgétaires, plutôt que d'ouvrir des crédits, au cas il n'impacte pas l'équilibre du budget, puisqu'il faudra ouvrir les dépenses, que s'il y a les recettes.

Il évoque les parties RCG où l'établissement est au plus proche de la réalité, mais sur les dépenses de personnel, en investissement ou en fonctionnement, il y a beaucoup plus de crédits ouverts qui ne présentent pas de réel besoin. Il conseille aux membres de faire la comparaison par rapport au réalisé de l'année 2018.

Le directeur de l'IUT en déduit que c'est donc les ressources affectées sur le volet « Recherche » qui génèrent la diminution.

Le Président rappelle que ces projections ont permis de proposer des éléments d'orientation budgétaire pour le budget 2020, avec une priorité qui est l'équilibre budgétaire, comme cela était déjà le cas l'année précédente, avec un point particulier, la sécurisation de la masse salariale.

Il souligne l'attention particulière qu'observe la direction des ressources humaines sur l'évolution de la masse salariale sur la question du glissement vieillesse technicité qui intervient. En effet, il attire l'attention sur le GVT compensé en 2018 qui ne l'a plus été en 2019 ni en 2020.

La forte recommandation faite par les IGAENR est de défalquer, d'abord le GVT pour budgéter la prochaine campagne emploi, et ensuite étudier le disponible qui permettra d'identifier la volumétrie de la future campagne emploi.

Par ailleurs, il informe que les discussions se poursuivent au niveau de la CPU pour cette compensation.

Pour la maîtrise de la masse salariale est une volumétrie d'environ une vingtaine d'emplois, d'enseignants et d'enseignants-chercheurs et d'environ 5 emplois de personnel BIATSS dédiés aux scientifiques et techniques, à effectifs constants, sous réserve de stabilité budgétaire et de disponibilité de support.

Il rebondit sur ce point particulier, où l'établissement est plus que sensibilisé et se trouve en position d'alerte au niveau du ministère sur la répartition BIATSS enseignants-enseignants chercheurs dans l'établissement.

Comme rappelé, le ratio BIATSS sur l'effectif total est trop important par rapport à ce qui se pratique au niveau de la typologie et au niveau national. Donc si l'établissement souhaite continuer à travailler en confiance avec le ministère, l'académie et l'ensemble des partenaires, il faut prendre conscience qu'il faut revenir à un taux d'encadrement pédagogique, qui soit plus important au sein de l'établissement.

De plus, les départs en retraite ne seront pas remplacés immédiatement l'accompagnement des besoins se fera en emplois contractuels et selon les possibilités à remettre l'emploi au concours l'année suivante.

Sur les agents non titulaires, il est proposé le renouvellement comme déjà évoqué.

Il reconnaît que ce positionnement peut paraître difficile, toutefois les agents non titulaires accompagnent fortement, et contribuent largement, tout comme les agents titulaires, à l'activité et au projet d'établissement. C'est pourquoi, l'UR doit faire attention à ne pas augmenter la volumétrie des emplois contractuels, c'est la raison pour laquelle la mention « volumétrie constante » apparaît pour les ressources à caractère général.

Le directeur de l'IUT questionne sur la volumétrie BIATSS qui est décrite comme étant à effectif constant. Il s'interroge par rapport à la création de nouveaux départements à l'IUT : la dotation qui a été spécifique à cette création, la nécessité de personnels BIATSS pour l'accompagner et la notion d'effectifs constants.

Ensuite, pour les supports actuellement vacants dans une composante, il demande s'ils sont considérés comme étant des éléments « d'effectifs constants » qui peuvent donner

lieu à une mise au concours. En résumé, la notion d'effectifs constants et de disponibilité de support, l'interroge.

Le Président répond que le principe proposé est de ne pas dégrader le ratio « personnel BIATSS » sur personnels « enseignant, enseignant-chercheur », mais de l'améliorer. Donc, ce taux est calculé sur la base des supports existants dans l'établissement. Pour les supports vacants existants, par exemple, à l'IUT ils sont tout à fait maintenus sur la qualification BIATSS.

En revanche, si une structure ne dispose pas d'emplois vacants « BIATSS » et souhaiterait, dans le cadre d'une campagne emploi, en faire la demande, c'est là où la question se pose. Et cette règle interviendrait pour que l'accompagnement puisse s'opérer par un autre biais. Cela peut être un support pris ailleurs ou en mobilité interne, par une création nette d'emplois BIATSS supplémentaires dans l'établissement.

Le directeur de l'IUT considère que les dotations spécifiques à l'accompagnement de l'IUT sont intégrées dans les supports vacants jusqu'à présent et représente cette volumétrie constante. Donc, il ne s'agit pas de l'augmenter, mais, ce qui est maintenant inscrit comme étant support, peut donner lieu à un concours en interne et demande confirmation.

Le Président acquiesce et dit qu'il y a d'autant plus, des projets de consolidation des structures en développement, comme cela a été mentionné.

Il précise que pour la partie « ressources humaines », une vraie réflexion commune aura lieu avec les représentants des organisations syndicales, notamment, sur l'emploi BIATSS au sein de l'établissement contractuel.

Il sera programmé un groupe de travail sur le protocole ANT Version 2 afin de définir les modalités de recours à ces emplois.

Puis, pour la deuxième préoccupation, c'est la question de filières AENES et ITRF.

Le Président a souhaité depuis sa mandature qu'il y ait un équilibre entre ces deux filières d'emplois administratifs. Mais, il évoque les difficultés à maintenir cet équilibre.

Ces discussions se baseront sur l'état de la fin d'année 2016, tout en accompagnant les demandes des collègues pour des mobilités, que ce soit interne à l'établissement, mais, surtout externe à l'établissement pour leur carrière professionnelle.

Il informe que la lettre de cadrage devrait intervenir sur le prochain conseil d'administration de la mi-septembre 2019, et par la suite sur des éléments budgétaires jusqu'à décembre 2019.

Le Président soumet aux voix les orientations budgétaires.

Jean-Pierre Chabriat explique que le débat d'orientations budgétaires n'a pas fait l'objet d'un vote les années précédentes.

Le Président semble l'avoir fait l'année dernière, et en s'adressant au service juridique, il pense qu'il y a eu un avis qui a été formulé.

Il rappelle justement, que Monsieur Chabriat avait signalé antérieurement, ne pas avoir d'avis sur le débat. Il précise qu'il ne s'agit pas d'un vote, mais d'un avis du Conseil d'administration sur des orientations budgétaires qui proviennent de nombreuses consultations et des instances mobilisées. Elles ne présagent pas concrètement des éléments de budget qui seront soumis prochainement.

Le Président interroge les administrateurs pour demander un avis sans formalisme. N'ayant pas d'objection particulière. Il considère l'avis favorable au débat d'orientation budgétaire.

Point n°6. Répartition des subventions de soutien aux initiatives en faveur des personnels.

Rapporteur : Vice-présidente en charge de la formation et de la vie universitaire.

Un appel "à candidature" avait été lancé à l'ensemble des personnels à la fin de l'année 2018 dans le cadre du programme de soutien aux initiatives du personnel.

La vice-présidente du CA-FVU donne lecture des projets. Le programme de soutien aux initiatives en faveur des personnels a pour but de soutenir les initiatives qui concourent à plusieurs objectifs, à savoir, développer une culture d'établissement, promouvoir l'ouverture de l'université, des actions de solidarité entre les personnes, faciliter l'accès aux activités culturelles sportives, de loisirs des personnels et de leurs ayants-droits âgés de moins de 18 ans et aussi faciliter l'intégration des personnels porteurs de handicap. Elle indique sept projets qui avaient été soumis dans le cadre de la commission FSDIE restreinte au personnel de l'établissement qui ont été étudiés.

Une enveloppe de 10K€ était à répartir. La commission restreinte a donc procédé à une moyenne et redistribué le reliquat entre les projets.

Elle précise que cette répartition a été validée à l'unanimité des membres de la commission FSDIE restreinte au personnel et à l'unanimité des membres de la CFVU.

Le Président soumet aux voix.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|------------|----|--------|----|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 26 | | |
| Nombre de voix | pour | 26 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Le Président informe de la présence de Monsieur François Garde, chargé de projet sur le partenariat Université-Ecole d'Architecture, et propose aux membres, s'ils en sont d'accord, de poursuivre l'ordre du jour avec le **point 11** relatif à la convention d'association UR-ENSAM et de terminer la matinée par le point de demande de financement de projets de recherche. L'après-midi se poursuivrait par les statuts c'est-à-dire le **point n°8**. Sans objections de cette proposition du déroulé, le point n°11 est abordé.

Point n°11. Convention d'association UR – ENSAM (Ecole d'architecture).

Rapporteur : Chargé de projet, François GARDE

Le chargé de projet, François Garde remercie tout d'abord les membres pour cette opportunité d'avancer sur ce point. Puis, il restitue le contexte au niveau national des écoles d'architecture qui amène à ce projet de convention. Historiquement, les écoles d'architecture dépendent du Ministère de la Culture, une spécificité française pour laquelle les statuts évoluent actuellement.

Depuis février 2018, ces écoles d'architecture ont un statut d'établissement public à caractère administratif (EPA), mais, les dispositions du code de l'éducation proposent une adaptation par rapport aux statuts de l'établissement d'EPSCP. Donc, depuis 2018 ces écoles d'architecture, vont devoir être accréditées par le Hcéres et vont devoir modifier leur gouvernance. Il informe que le statut des enseignants dans ces écoles d'architecture va évoluer de au statut d'enseignant-chercheur.

En termes de gouvernance, ils doivent avoir un Conseil d'administration et un Conseil de formation et un Conseil scientifique sur le modèle des universités. Il fait état de la politique de rattrapage où historiquement, les écoles d'architecture avaient à peu près 20 % de titulaires et 80 % de contractuels, cette tendance va s'inverser.

C'est-à-dire que ce rattrapage au niveau des maîtres-assistants, ils auront le statut et le poste d'enseignant-chercheur sans avoir de Doctorat, qui selon ses propos, peut paraître inhabituel. Donc, il y a une politique au sein des écoles d'architecture pour réaliser une thèse, afin de justifier ce statut d'enseignant-chercheur.

S'agissant de l'École d'architecture de La Réunion qui dépend de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier –l'ENSAM-, était autorisée depuis moins de trois ans à délivrer le diplôme de Licence. Ensuite, ces étudiants de La Réunion devaient partir en métropole, soit, à l'ENSAM, soit dans une autre école d'architecture, pour faire un master.

Maintenant, l'École d'architecture de La Réunion, l'antenne de l'ENSAM délivre le diplôme de master. L'école d'architecture dépend encore de La Réunion, mais, vis-à-vis de leur changement de statut, ces écoles doivent se rapprocher des universités qui s'officialisent par des conventions en association. Il cite entre autres les universités ayant déjà signées avec les écoles d'architecture : l'université de Paris VII, Lyon, Nancy, Saint-Étienne, Toulouse et Strasbourg et indique que La Réunion serait la suivante.

Si cette convention en association est acceptée, cela va également se traduire par un décret. Jusqu'en 2023, cette école dépend encore de Montpellier qui a six postes d'enseignant-chercheur par an. Sur les six postes, il y en a deux qui seront affectés à La Réunion. Donc, deux postes jusqu'en 2023 et l'École d'Architecture de La Réunion aura donc un personnel d'enseignants-chercheurs composé de douze personnes.

A son sens, ce rapprochement avec l'université est une évidence, car au sein de l'école, aucune personne n'est habilitée à diriger les recherches à l'heure actuelle. Il y a donc, un rapprochement avec deux laboratoires de l'université, Espace DEV et PIMENT, où sont accueillis des doctorants. La mission de l'UR, c'est aussi d'accueillir l'école d'architecture et de les accompagner pour définir une identité de la recherche, vraisemblablement autour de l'architecture tropicale qui serait intéressant pour l'établissement et pour La Réunion qui serait le seul endroit, où il y aurait de la recherche dans l'architecture tropicale en métropole.

Il rappelle que cette convention en association fait suite à des collaborations existantes, où les enseignements sont déjà mutualisés avec l'école d'architecture et des doctorants ont initié des travaux de recherche.

Il attire l'attention sur le lieu historique de l'école d'architecture qui était basée à Saint-Denis. Mais, depuis plus d'une dizaine d'années localisée au Port, dans des locaux partagés avec l'École des Beaux-Arts. Il précise la volonté politique pour que l'école d'architecture reste au Port, puisque cette ville reste un partenaire essentiel mais également le TCO, la Région et le Conseil départemental où il y a une volonté de développer au Port un pôle de construction durable (PACD). De plus, des financements sont déjà dédiés pour la construction de la future école d'architecture. En termes de site, la ville du Port possède les financements pour une livraison d'un bâtiment en 2023. Les postes sont fléchés et le financement du bâtiment est déjà acté.

L'idée peut-être, à terme, ce serait aussi d'accueillir l'école d'architecture en tant que composante de l'université, mais cela interviendra dans un deuxième temps, une fois que la sécurisation des moyens humains, enseignants chercheurs et administratifs soient faits à l'horizon 2022-2023.

Le chargé de projet, François Garde termine en précisant, hormis quelques ajustements, le projet a été validé au sein de l'école d'architecture de Montpellier, au sein du ministère de la Culture ainsi qu'au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Stéphane Manant se rappelle il y a deux ans dans une séance en CFVU que c'était le directeur ou le président de l'école d'architecture accompagné d'un professeur qui étaient

venus présenter les prémisses d'une possible collaboration entre l'université et l'ENSAM. Il tient à dire que cette école a participé notamment cette année, au niveau national à Campus Home, le premier salon national du logement étudiant organisé par le CNOUS. Il pense d'ailleurs que les élèves de cette école se sont même penchés sur le design, l'architecture des futurs logements étudiants pour les années à venir. Donc, il pense que c'est une bonne chose et espère vivement cette collaboration entre l'université et cette école.

Le chargé de projet, François Garde ajoute que les élèves ingénieurs et les étudiants en architecture ont travaillé sur des projets communs depuis plusieurs années. Par exemple, l'année dernière, la Caisse des dépôts au niveau national avait lancé un programme incluant des bailleurs sociaux des écoles d'arts et des écoles d'ingénieurs sur des projets innovants autour du logement social.

Sur les 11 projets au niveau national retenus, deux venaient de La Réunion en collaboration avec la SEMADER et la SIDR. Ils ont travaillé pendant 48 heures non-stop sur un projet qui s'appelait (ACARCHI). Donc des projets se font régulièrement.

Le Président en complément, indique que cette convention fait suite au protocole d'accord que le conseil d'administration avait validé en 2017 et qui a été présenté en conseil des directeurs de composante, le 25 juin dernier 2019.

Une modification a été apportée à l'article 1 sur la base des moyens respectifs. Il avait été précisé par les directions de composante notamment qu'il ne devait pas y avoir d'implication sur les moyens, des uns et des autres, ce qui est bien respecté. Il insiste pour dire, ne pas être sur des questions de moyens, mais sur une association.

Il termine en disant que c'est finalement une politique de site, une politique territoriale Réunion qui est fortement attendue du côté du ministère. Ces éléments apparaîtront dans le futur contrat quinquennal de l'université avec une projection vers une future intégration à l'horizon, en ayant au préalable sécurisé les moyens et le transfert associé.

Le directeur de l'IUT fait une remarque sur les moyens qui ont été précisés, c'est-à-dire d'éviter que les moyens de l'université aillent du côté de l'école d'architecture. Il constate aussi qu'il y a un ensemble de ressources partagées et mutualisées avec les services de l'université puisqu'ils auront, sauf erreur de sa part, un double statut, donc étudiants de l'université et étudiants en école d'architecture suite à cette convention.

Il s'interroge sur le Fab lab et particulièrement sur les ressources, car il précise être dans un réseau de Fab lab et pense que l'école d'architecture en possède un, et qu'il faut travailler collectivement à ce niveau.

Le chargé de projet, François Garde répond que la rédaction de la convention concerne les projets à venir dans le cadre du PACD prévu par la Matériautech, c'est proposer aux artisans tous les matériaux disponibles, construction, etc. Dans ce PACD, il sera prévu une école d'architecture, mais aussi cette fameuse Matériautech en espace d'exposition et un Fab lab. Donc, il répond qu'il n'existe pas à l'heure actuelle.

Le Président répond que c'est du côté école architecture.

Le directeur de l'IUT consent, mais aurait souhaité tout de même, qu'il y ait un lien et une participation au réseau actuel.

François Garde répond que c'est une convention d'association et cet élément se fera de manière naturelle. Il illustre le réseau (IONA) est un réseau qui existe dans l'océan Indien, qui a été mis en place par l'école d'architecture qui est un réseau international très dynamique.

La représentante de Conseil régional, Nathalie Noël rassure sur les moyens qui sont suivis de près avec les différentes collectivités, le TCO et la commune du Port. Pour le bâti, la mise à disposition des éléments dont le Fab lab fait partie d'un plan de financement des collectivités.

Éric Jeuffrault comprend globalement sur l'objectif de l'association, qu'il s'agit dans un premier temps, d'une volonté d'intégration à l'université pour le diplôme, pour la lisibilité, la clarification et l'attractivité. En se mettant à la place d'un étudiant, il demande si c'est mieux d'être issu d'une école d'architecture ou d'une université de La Réunion qui délivre un diplôme plus global.

François Garde rappelle l'objectif qui lui semble être une opportunité pour l'UR. Si l'école d'architecture est intégrée comme composante de l'université, l'UR serait la première université française à accueillir une école d'architecture comme composante sur le modèle anglo-saxon.

Par contre, le point envisagé est l'existence d'une cotutelle. Après discussions avec la directrice de l'architecture venue il y a deux mois, le ministère de la Culture souhaite garder le contrôle des écoles de l'architecture. Mais s'il y a une cotutelle ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et ministère de la Culture, il y aurait un diplôme à la fois, sur les deux ministères.

Puis à terme, c'est aussi proposer un diplôme d'ingénieur architecte ou d'architecte ingénieur qui sont des métiers très demandés à l'heure actuelle, qui est d'avoir cette compétence plutôt artistique et scientifique.

Eric Jeuffrault trouve intéressant la notion d'ingénieur architecte (inaudible) notamment dans le domaine de la bioclimatique qui serait très intéressant en termes d'attractivité et répondrait à un besoin.

François Garde fait référence à l'ESIROI où sont formés des ingénieurs en conception bioclimatique de bâtiments. L'école d'architecture souhaite développer une formation et la recherche autour de l'architecture tropicale, ce qui est cohérent.

Le Président du Conseil académique rejoint ses propos. Il est cohérent avec le grand champ de formation orienté « SHS » validé en « cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'océan indien ». Donc les questions de bâti, de patrimoine bâti, de ville durable sont éminemment des questions territoriales et sociétales. Il pense que l'UR serait effectivement exemplaire à intégrer à moyen et long terme, comme composante de l'université. Le diplôme d'ingénieur architecte est effectivement planifié dans la nouvelle offre de formation 2020-2024 en projection, mais dans tous les cas, sera discuté par les experts du HCERES lors de leur passage.

Eric Jeuffrault soutient que l'établissement deviendrait surtout attractif indirectement ou directement, notamment dans une zone tropicale. Il estime que ces questions sont fondamentales et sont des viviers des métiers de demain sur lesquels il y a à réfléchir, par exemple, le vert, la nature dans la ville, etc.

Ce sont des préoccupations pas uniquement départementales ou territoriales, les pays aux alentours sont confrontés par la même dynamique. Il termine en disant que c'est une belle initiative.

Le Président remercie et procède au vote.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|------------|----|--------|----|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 25 | | |
| Nombre de voix | pour | 25 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Comme indiqué, l'ordre du jour se poursuit sur le point n°7.

Point n°7 : Demandes de financement de projets de recherche.

Rapporteur : Président du Conseil académique.

Le Président du Conseil académique présente les trois demandes de financement des unités de recherche qui ont reçu les avis favorables à l'unanimité de la commission de la recherche :

- EA CEMOI porte sur l'ingénierie de construction de la ville avec la question de la gestion de l'eau domestique et des travaux qui porteront sur l'économétrie de la demande d'eau des ménages et les sciences comportementales pour la préparation d'actions de sensibilisation ciblées sur la meilleure gestion de l'eau. Cette proposition répond à un programme européen, financé à hauteur de 80 %.
- EA CRJ porte sur la fabrique de la mise en œuvre de politique publique. Il sera question de mieux comprendre la gouvernance urbaine et les politiques d'emploi pour les jeunes. Cette fois-ci, deux apports extrêmement réduits des équipes de recherche CRJ et CEMOI à hauteur de 3 000 et de 2 400 euros, mais surtout un gros financement demandé à la Caisse des dépôts et consignations à hauteur de 40K€ et à l'AFD à hauteur de 60K€ pour un total de 100k€.
- Enfin, EA LCSNSA adressé au CEFIPRA, un centre de recherche international. Il s'agira de mieux exploiter et mieux produire des pigments à partir de fermentation microbienne issue de toute la nourriture qui est trop souvent perdue. C'est une collaboration internationale qui est souhaitée sur cette question du retraitement des déchets alimentaires. Il n'y a pas d'apport de l'UR puisque l'intégralité du financement est demandée dans le cadre de ce programme de recherche au CEFIPRA.

Le Président soumet aux voix.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|---------------|----|----------------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 26 | | |
| Nombre de voix | pour | 26 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Pause méridienne

Point n°8. Modification des statuts de l'OSU-R, l'UFR SHE et l'ESIROI.

Rapporteur : Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

8.01 - statuts de l'OSU-Réunion.

Le Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux précise que la précédente version datait de 2009. Il s'agissait donc pour ces statuts de l'OSU-Réunion de les remettre à jour par rapport à l'évolution de la réglementation. Cette actualisation a été proposée par la direction de l'OSU en prenant donc en référentiel d'autres statuts de l'OSU-R et a été présentée dans un premier temps au Conseil de l'OSU en mars 2019. Les statuts ont été amendés pour certains points et présentés à un deuxième passage au Conseil de l'OSU pour une validation le 03 juin 2019.

Ces statuts ont ensuite été soumis à la commission des statuts le 12 juin 2019 et adoptés au Comité technique d'établissement le 14 juin 2019.

Pour terminer, des précisions ont été apportées sur les missions de l'OSU-R notamment pour la direction et sur l'intégration d'une commission académique au sein de l'OSU-R et sur des unités de recherche associées à ses activités.

8.02 - statuts de l'UFR SHE.

Le Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux continue sur la présentation des statuts de l'UFR SHE. Il s'agissait d'actualiser les références réglementaires et procéder aux corrections de forme sur certaines appellations, notamment, sur le collège BIATSS. Les articles génériques validés par le conseil d'administration en juillet 2017 sur l'association des unités de recherche aux composantes ont été intégrés à l'article 18 ainsi que la création d'une Commission académique également. La liste des unités de recherche qui sont associées à l'UFR SHE est annexée aux statuts : PIMENT, IRISSE, UMR PVBMT.

8.01 - statuts de l'ESIROI.

Le Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux termine sur les statuts de l'ESIROI où il y a eu un gros travail de refonte opéré par la Direction de l'école.

La précédente version était allégée et comprenait des dispositions essentiellement sur le fonctionnement du Conseil et sur le Directeur. Donc, l'idée a été d'étoffer ces statuts en précisant le fonctionnement, les missions de l'école, son organisation et sa gouvernance au niveau administratif, et également son organisation pédagogique pour une meilleure lisibilité du rôle de chacun.

S'agissant de la question de l'association des unités de recherche à l'ESIROI, elle n'a pas été traitée volontairement, puisqu'il fallait dans un premier temps, refondre ces statuts sur l'organisation et le fonctionnement des instances de l'école. Cette partie interviendra donc dans un second temps.

Le Président informe que d'autres modifications de statuts sont à venir, mais, vu la charge de travail, il n'était pas possible de tout soumettre pour approbation.

Le Président soumet aux voix les modifications des statuts de l'OSU-R.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|--------|---|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | 28 | | | | | |
| Nombre de voix | pour | 28 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Le Président soumet aux voix les modifications des statuts de l'UFR SHE.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|--------|---|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | 28 | | | | | |
| Nombre de voix | pour | 28 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Le Président soumet aux voix les modifications des statuts de l'ESIROI.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|--------|---|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | 28 | | | | | |
| Nombre de voix | pour | 28 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Point n°9. Désignation d'un nouveau représentant au conseil de l'ED SHS (suppléant EA-DIRE).

Rapporteur : Président du Conseil académique.

Le Président du Conseil académique informe qu'il s'agit de remplacer Monsieur Yvon Roland, le siège est devenu vacant pour la suppléance de Madame Dubois en Conseil de l'ED SHS. Conformément aux statuts, la Direction de l'ED a demandé à la Directrice de proposer un nouveau représentant suppléant qui est Madame Jacqueline Andoche. Le Conseil de l'école doctorale et la Commission recherche ont approuvé cette candidature. Il s'agit désormais de valider cette proposition.

Le Président soumet aux voix.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|---------------|----|----------------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 28 | | |
| Nombre de voix | pour | 28 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Point n°10. Charte du télétravail.

Rapporteur : chargé de mission conditions et qualité de vie au travail.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail procède à la présentation de la charte à l'appui d'un powerpoint qui a été initiée par son prédécesseur, Monsieur Jauze (cf. document de travail) :

Il expose le cadre réglementaire, la définition du télétravail, les principes généraux, la durée et la quotité de l'activité en télétravail, les critères d'éligibilité des activités et de priorisation, le lieu de télétravail, la procédure de demande de télétravail et d'autorisation et les équipements mis à disposition.

Enfin, il indique qu'il s'agit d'un dispositif en phase d'expérimentation qui est proposé sur les périodes ci-après :

- août-septembre pour les demandes de télétravail.
- octobre pour le traitement des données par le service RH pour l'élaboration des actes administratifs.
- 1er novembre 2019 jusqu'à la fin de l'année universitaire, la mise en œuvre du télétravail valable jusqu'au 31 août de l'année 2020
- juin-juillet 2020, la possibilité pour les télétravailleurs et les supérieurs hiérarchiques de proposer un bilan de cette première année de mise en œuvre du télétravail, de faire des préconisations sur les difficultés rencontrées ou sur des changements à prévoir.

De ses retours, un groupe de travail permettra d'exposer les bilans et les préconisations qui seront mises en place sur le semestre de la rentrée 2020-2021.

À partir de là, il y aura une charte ajustée qui sera soumise aux instances sur le premier semestre 2021 pour une adoption au conseil d'administration. Il termine en précisant qu'il s'agit à l'heure actuelle, d'une phase d'expérimentation de l'outil.

Le Président le remercie pour le travail effectué avec les membres du groupe de travail, l'ensemble des instances mobilisées pour la réalisation de cette charte et des modalités. Il remercie également Monsieur Jauze qui avait entamé ce travail sur la charge de mission.

Yasmine Abdourazak regrette que la phase d'expérimentation s'effectue sur deux ans et aurait souhaité qu'elle se fasse sur une année.

Le Chargé de mission conditions et qualité de vie au travail acquiesce et répond que ce temps est nécessaire pour avoir les bilans, mettre en place des groupes de travail. Ensuite, pouvoir les présenter dans les instances de l'université. Il estime qu'il est compliqué d'avoir un retour avant décembre 2020. Enfin, cette autorisation pour l'année universitaire se traduirait sur la même année à une double démarche, qui se traduit par une surcharge d'activité pour les personnels.

Donc effectivement, à l'issue de la première année d'expérimentation une mise en œuvre de ces ajustements sera en décalage, en raison de l'ensemble des concertations de partage.

Annie Dumont fait part d'un regret et indique avoir participé au début du groupe de travail dirigé par Monsieur Jean Michel Jauze. Elle constatait déjà à l'époque, le cadre réglementaire qui prévoyait jusqu'à trois jours pour un personnel à 100 %, soit deux jours obligatoires sur le lieu du travail, qui est maintenant réduit à un jour. Elle se rend compte que l'université de La Réunion est, selon ses propos, frileuse dans la phase d'expérimentation.

Elle pense que c'étaient pour des raisons de partage de ce temps, mais quelque part ce partage peut se négocier au sein des services. Elle explique qu'il y a des managers et elle trouve dommage de se restreindre dans la phase d'expérimentation, qui à son sens, n'est pas une vraie phase d'expérimentation, car l'UR ne se met pas dans les conditions demandées. Elle pense faire « un petit pas » et trouve intéressant de l'essayer, mais selon ses propos, trouve dommage de ne pas assez faire plus.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail confie que c'est une volonté du groupe de travail de réajuster à un jour et non trois qui part de deux principales observations. La première : de certains responsables de services voire de directeurs qui disent lorsqu'ils ont dix agents qui font trois jours de demandes en chevauchement (les uns sur les autres), ce n'est pas toujours évident de pouvoir accepter toutes les demandes et réajuster l'organisation du travail pour la continuité de service. Donc dans un premier temps, il y a une certaine crainte à ce niveau, d'avoir de plus nombreux recours en CCP ANT ou en CPE.

La deuxième, en comparaison des expériences des d'autres universités métropolitaines, lorsque la mise en œuvre a été progressive, elle a été mieux vécue. Il y a une certaine acculturation à mettre en place face à ce télétravail. Donc, d'une mise en œuvre progressive tenant compte des difficultés concrètes sur le terrain. Cette phase d'expérimentation pourrait évoluer vers deux ou trois jours par la suite, en fonction des retours que les télétravailleurs feront de cette acculturation et en fonction des préconisations de la hiérarchie.

Anne-Sophie Tabau souhaite savoir, si tous les agents sont concernés indifféremment.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail reconnaît que la charte telle qu'elle est présentée concerne particulièrement les agents BIATSS qui réalisent un temps de travail sur site. Il estime qu'il est compliqué pour des enseignants-chercheurs de faire à distance la partie enseignement, donc en télétravail.

Anne-Sophie Tabau interroge sur la partie recherche.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail indique que cette réponse a été donnée en conseil académique, par les membres qui ont déjà fait du télétravail dans le cadre de la recherche.

Anne-Sophie Tabau fait savoir, qu'à titre personnel, ne pas pouvoir faire des pauses toutes les heures, malheureusement.

Le chargé conditions et qualité de vie au travail l'entend.

Anne-Sophie Tabau comprend donc qu'il n'est pas applicable aux enseignants chercheurs.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail signale que c'est applicable si l'enseignant chercheur est amené à faire des tâches administratives dans le cadre de ses missions, de manière récurrente et régulière sur site. Mais il reconnaît que cette charte concerne davantage les BIATSS. Le statut des enseignants chercheurs permet de travailler dans des conditions différentes.

Anne-Sophie Tabau demande pourquoi ne pas avoir précisé que cela ne s'appliquait pas aux enseignants chercheurs.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail répond qu'il peut le préciser et informe que cela n'a pas été demandé jusqu'à lors, ni dans les autres universités. Cette question n'a pas été mise à l'ordre du jour pour permettre l'accès au plus grand nombre lorsque la situation le permettait.

Anne-Sophie Tabau précise le sens de sa question, qui est de savoir, s'il va falloir comme pour d'autres autorisations, écrire au doyen respectif en début d'année, pour lui en faire la demande.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail rassure en disant ne pas être dans ce cadre.

Le Président accorde que le télétravail pour les enseignants chercheurs est particulier sur le temps de service où sur l'enseignement « présentiel » ou un fonctionnement à distance qui peut s'opérer, contrairement à la partie recherche. Par définition, elle n'exige pas une présence sur site. Il convient que c'est vraiment à usage des personnels qui ont un temps important de présence sur site, même si fondamentalement, cela n'est pas réservé aux personnels BIATSS.

Le directeur de l'IUT demande quels sont les types de personnel BIATSS concernés qui ne sont pas précisés dans le document. Il demande s'il y a une restriction. En effet, il évoque des contextes professionnels, des missions et des fiches de poste qui ne permettent pas ce type de disposition.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail désigne les personnels ayant un contrat de type privé qui ne sont pas concernés et certaines branches d'activités professionnelles (BAP), dès lors que les missions sont clairement déterminées en accord et à la fois par l'agent et par le responsable hiérarchique. La continuité de service et la qualité de service rendu au public est fondamentale sans bien évidemment désorganiser le service. Pour cette raison, la décision a été renvoyée aux supérieurs hiérarchiques qui connaissent l'activité de leurs agents.

La directrice de l'UFR ST remarque que dans cette charte, le télétravail est très structuré notamment avec l'identification des jours de télétravail. Elle souhaite savoir s'il est possible de déclencher du télétravail dans des situations exceptionnelles. Elle prend comme exemple la situation « des Gilets Jaunes » connue en fin d'année 2018 ou lors des alertes pré cycloniques. Dans ces situations, elle demande s'il y a « une case » pour déclencher du télétravail.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail fait ressortir que la réglementation ne le permet pas. Le télétravail doit se faire de manière régulière telle qu'elle est proposée dans la charte. Donc toute autre organisation de travail à distance qui ne serait pas dans le cadre présent du télétravail relève d'une autorisation spécifique de la hiérarchie.

Le directeur de l'UFR LSH complète les propos. S'agissant de la question des agents concernés, il pense que la réglementation le précise. Ces dispositions s'adressent spécifiquement aux agents dont la présence n'est pas obligatoire sur le lieu de travail. Il prend l'exemple d'un agent qui serait seul pour faire de l'accueil, celui-ci ne pourrait pas faire du télétravail. Sauf, à dire que cette obligation est répartie entre deux personnes. À ce moment, il pourrait jouer sur le fait qu'il y ait deux personnes qui occupent la même fonction. Mais concrètement, il met en évidence que si la présence est obligatoire sur le lieu de travail, cette personne, de facto, est exclue de cette charte de télétravail.

Annie Dumont questionne sur le temps de trajet. Elle constate le temps de trajet supérieur à 30 kilomètres qui met en évidence une distance. Elle estime que le temps de trajet est très important, parce qu'un agent peut être proche au niveau de la distance, mais le matin mettre très longtemps à venir. À titre personnel, elle informe que son temps de trajet quadruple le matin par rapport aux autres horaires. Donc, évidemment, les gens qui sont à plus de 30 kilomètres mettent plus longtemps, mais signale que parfois ceux qui sont plus proche mettent aussi très longtemps à se rendre sur le lieu de travail. A son sens, c'est clairement une notion de temps de trajet à La Réunion qui doit être prise en compte, au-delà des kilomètres.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail répond qu'il y a effectivement deux écoles dans ce cadre. Il y a d'une part, les établissements qui fixent des durées et d'autre part, les établissements qui fixent des trajets. Le retour d'expérience qui se passe ailleurs, c'est comment prouver le temps passé dans les embouteillages pour que cela devienne un critère de priorisation. Donc cela revient derrière à faire plusieurs recours. Le système qui a été choisi par le groupe de travail a été de privilégier la distance qui est clairement identifiable et sur laquelle il n'y a pas de jugement de valeur. Mais il tient à rappeler que l'établissement est sur une phase d'expérimentation. A partir de là, tous les retours seront à prendre par la suite. Il termine en rejoignant les propos de Madame Dumont.

La vice-présidente en charge de l'EFH souhaite également saluer la collaboration du pôle égalité, de manière proche car elle constate quand même des avancées notoires pour l'établissement. Elle en profite pour dire que la priorité est donnée aux personnes à mobilité réduite et aux personnes en situation de handicap.

D'autant plus, elle estime ces avancées importantes, même si cela peut paraître évident à toutes et à tous que le télétravail leur bénéficie en particulier. Elle informe que ce n'est pas le cas partout, et il y a quand même une politique engagée qui se décline.

Puis, elle considère comme une avancée dans les préconisations qui ont été faites sur la Charte de la parentalité pour donner également une priorité aux femmes enceintes au-delà de sept mois. Et par ailleurs, considérer de manière non « pas particulière », mais en tout cas, de considérer les parents femmes ou hommes qui ont des enfants en bas âge. Elle termine en félicitant ces avancées qui sont d'importance.

Le chargé de mission conditions et qualité de vie au travail ajoute qu'effectivement le pôle égalité a participé à la construction de ces éléments. Il a été logique de s'inscrire dans la continuité de ce qui avait été voté, notamment « la Charte de parentalité ». Et il a été tenu à cœur aux groupes de travail de pouvoir les intégrer dans la version finalisée du document.

Le Président rappelle que le document a été validé en CTE, en CHSCT et en CAC plénier. Le CA étant la dernière instance avant la mise en application.

Le Président procède au vote.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|---------------|---|----------------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | 29 | | | | | |
| Nombre de voix | pour | 28 | contre | 0 | abstention(s) | 1 |

Point n°12. Récapitulatif des décisions budgétaires modificatives.

Rapporteur : *Le directeur des finances et de la comptabilité.*

Le directeur des finances et de la comptabilité signale qu'il s'agit d'un point pour information. Il rappelle le contexte dans lequel il y a une délégation donnée au président par le conseil d'administration en matière de décisions budgétaires modificatives.

En effet, une possibilité de modifier l'équilibre du budget avec des dépenses nouvelles dans la limite de 0,5 % du fonds de roulement initial, soit d'ouvrir des crédits nouveaux à hauteur de 65 935€.

La possibilité d'effectuer des virements d'enveloppes entre les enveloppes du budget dans la limite de 500K€ et enfin d'augmenter les enveloppes aussi bien en dépenses qu'en recettes, dans la limite de deux millions. Chaque décision budgétaire modificative fait l'objet d'un document formalisé, signé par le président et transmis à la tutelle pour visa. Et selon les termes de la délégation, il y a information au Conseil d'administration à la date la plus proche.

Il commente ensuite les décisions budgétaires modificatives présentées aux membres :

| | | Avant DBM N° 1 | | DBM n° 1 | Après DBM n° 1 | |
|--|-----------|----------------|-----------|----------|----------------|-----------|
| Type de modification | Plafonds | Total DBM | Reste | | Total DBM | Reste |
| Prélèvement sur fonds de roulement | 69 935 | 0 | 69 935 | | 0 | 69 935 |
| Virement de crédit depuis l'enveloppe du personnel | 500 000 | 0 | 500 000 | | 0 | 500 000 |
| Ouverture des crédits pour recettes nouvelles | 2 000 000 | 0 | 2 000 000 | 48 824 | 48 824 | 1 951 176 |

| | | Avant DBM N° 2 | | DBM n° 2 | Après DBM n° 2 | |
|--|-----------|----------------|-----------|----------|----------------|-----------|
| Type de modification | Plafonds | Total DBM | Reste | | Total DBM | Reste |
| Prélèvement sur fonds de roulement | 69 935 | 0 | 69 935 | | 0 | 69 935 |
| Virement de crédit depuis l'enveloppe du personnel | 500 000 | 0 | 500 000 | | 0 | 500 000 |
| Ouverture des crédits pour recettes nouvelles | 2 000 000 | 48 824 | 1 951 176 | 75 473 | 124 297 | 1 875 703 |

| | | Avant DBM N° 3 | | DBM n° 3 | Après DBM n° 3 | |
|--|-----------|----------------|-----------|----------|----------------|-----------|
| Type de modification | Plafonds | Total DBM | Reste | | Total DBM | Reste |
| Prélèvement sur fonds de roulement | 69 935 | 0 | 69 935 | | 0 | 69 935 |
| Virement de crédit depuis l'enveloppe du personnel | 500 000 | 0 | 500 000 | | 0 | 500 000 |
| Ouverture des crédits pour recettes nouvelles | 2 000 000 | 124 297 | 1 875 703 | 23 000 | 147 297 | 1 852 703 |

| | | Avant DBM N° 4 | | DBM n° 4 | Après DBM n° 4 | |
|--|-----------|----------------|-----------|----------|----------------|-----------|
| Type de modification | Plafonds | Total DBM | Reste | | Total DBM | Reste |
| Prélèvement sur fonds de roulement | 69 935 | 0 | 69 935 | | 0 | 69 935 |
| Virement de crédit depuis l'enveloppe du personnel | 500 000 | 0 | 500 000 | 200 000 | 200 000 | 300 000 |
| Ouverture des crédits pour recettes nouvelles | 2 000 000 | 147 297 | 1 852 703 | | 147 297 | 1 852 703 |

| | | Avant DBM N° 5 | | DBM n° 5 | Après DBM n° 5 | |
|--|-----------|----------------|-----------|----------|----------------|-----------|
| Type de modification | Plafonds | Total DBM | Reste | | Total DBM | Reste |
| Prélèvement sur fonds de roulement | 69 935 | 0 | 69 935 | | 0 | 69 935 |
| Virement de crédit depuis l'enveloppe du personnel | 500 000 | 200 000 | 300 000 | 40 000 | 240 000 | 260 000 |
| Ouverture des crédits pour recettes nouvelles | 2 000 000 | 147 297 | 1 852 703 | | 147 297 | 1 852 703 |

| | | Avant DBM N° 6 | | DBM n° 6 | Après DBM n° 6 | |
|--|-----------|----------------|-----------|----------|----------------|-----------|
| Type de modification | Plafonds | Total DBM | Reste | | Total DBM | Reste |
| Prélèvement sur fonds de roulement | 69 935 | 0 | 69 935 | | 0 | 69 935 |
| Virement de crédit depuis l'enveloppe du personnel | 500 000 | 240 000 | 260 000 | | 240 000 | 260 000 |
| Ouverture des crédits pour recettes nouvelles | 2 000 000 | 147 297 | 1 852 703 | 86 900 | 234 197 | 1 765 803 |

| | | Avant DBM N° 7 | | DBM n° 7 | Après DBM n° 7 | |
|--|-----------|----------------|-----------|----------|----------------|-----------|
| Type de modification | Plafonds | Total DBM | Reste | | Total DBM | Reste |
| Prélèvement sur fonds de roulement | 69 935 | 0 | 69 935 | | 0 | 69 935 |
| Virement de crédit depuis l'enveloppe du personnel | 500 000 | 240 000 | 260 000 | 35 000 | 275 000 | 225 000 |
| Ouverture des crédits pour recettes nouvelles | 2 000 000 | 234 197 | 1 765 803 | | 234 197 | 1 765 803 |

Pour terminer, il précise que ces décisions budgétaires modificatives seront reprises dans le prochain BR avec la notification de subventions pour charges de service public qui devrait parvenir dans la première quinzaine de juillet 2019.

Le directeur de l'IUT profite de cette présentation et rebondit sur le budget rectificatif pour revenir sur un point qui concerne les formations continues de l'IUT. Il constate que les fonds alloués à l'ouverture du département TC figurent cette fois dans cette présentation. Il demande ce qu'il en est des remontées de début d'année sur un budget rectificatif pour des nouvelles formations continues qui ont été opérées et qui n'ont pas été inscrites au niveau du budget.

Le directeur des finances et de la comptabilité demande si sa question concerne des recettes 2019 qui n'ont pas été intégrées au BI.

Le directeur de l'IUT précise qu'il s'agit des recettes enregistrées sur des activités fin 2018, produits à recevoir, qui n'ont pas été intégrés dans le budget. Initialement, il était question du budget rectificatif. Donc, sauf erreur de sa part, il demande s'il y en aura à la rentrée prochaine et si ces recettes nouvelles de formation continue non-enregistrées jusqu'à présent, pourront intégrer le budget rectificatif.

Le directeur des finances et de la comptabilité indique, pour l'instant, sur la part de l'IUT, ne pas avoir eu de demande spécifique détaillée. Les reports doivent faire l'objet d'une analyse en 2018, ils ont été repris tels que demandés. Il est souhaitable de vérifier la réalité de ces reports au regard des coûts complets, avant de pouvoir définir le montant éventuellement reportable d'une année sur l'autre.

S'il y a des reports, cela signifie qu'il faut prélever sur le fonds de roulement. Il convient donc de s'assurer que ces formations continues ont bien été financées par des heures complémentaires, liées à la formation continue et donc, financées par des recettes de formation continue et non pas éventuellement sur des contingents de formation initiale. En résumé, c'est un travail d'analyse qui doit être fait et qui sera proposé aux composantes qui sont concernées par ces reports.

Le directeur de l'IUT indique qu'il s'agit bien de formations qui ont été opérées au mois de novembre-décembre 2018 pour des formations nouvelles qui ont été discutées et validées non-inscrites.

Donc, le document a bien été remonté initialement sur le budget initial 2019 non pris en compte. Ce qui le gêne dans l'analyse qui vient d'être portée, c'est les coûts complets sur des formations qui datent de l'année 2018, et réalisées dès à présent, avec la règle même qui est d'appliquer le financement « formation continue » pour la formation continue, donc, avec les heures complémentaires qui sont financées.

Donc, ce volet pourra être analysé en BR1 prochainement. Ce qu'il trouve plus gênant, c'est d'apprendre que le travail se fera maintenant sur les coûts complets différents de 10 % de ce que l'établissement avait l'habitude de faire. J'ai du mal à comprendre. C'est-à-dire que dans le cadre de ce qui va être réalisé en formation continue très prochainement, les coûts complets vont être intégrés à cette analyse dès le prochain budget.

Le directeur des finances et de la comptabilité explique que cela fait partie certainement de l'équation, d'autant que les textes permettent les reports de formation continue. Il dit que jusqu'à présent, l'établissement s'est contenté de faire un calcul avec 10 %.

D'ailleurs, ils sont déjà intégrés car la dépense apparaît dans le budget. Donc, c'est déjà dans le résultat ou le différentiel. Puis, ce qui est souhaité, c'est aussi de s'assurer qu'il n'y a pas sur la formation continue des enseignants qui effectuent une partie de leur service de formation continue sur un contingent de formation initiale et dans cette situation, c'est l'établissement qui supporte la dépense.

Le Président termine sur ce point en rappelant qu'il n'y a pas à délibérer, mais à rendre compte de la délégation transmise au Président.

Point n° 13 : Attribution de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) - personnels administratifs, techniques et scientifiques.

Rapporteur : *Le directeur des finances et de la comptabilité.*

Le Président rappelle que cette NBI devait être revu puisque, au sein de l'établissement, le nombre de points alloués avait été identifié et attribué en 1999. Puis entre 1999 et 2019, il y a eu de nombreuses fonctions nouvelles qui sont apparues et qui nécessitaient une analyse pour savoir, si elles pouvaient faire l'objet ou non de la fameuse NBI.

Cette répartition a été effectuée en groupe de travail, sur une hypothèse qui, malheureusement a été celle d'une constance du nombre de points. Le ministère a rendu un avis défavorable pour des points supplémentaires, en raison du dispositif très ancien qui est désormais complètement obsolète en particulier, au niveau de la DGRH qui ne sont quasiment plus évoqués. En effet, les discussions doivent s'opérer dans le cadre du nouveau régime indemnitaire sur les systèmes de revalorisation, notamment pour les primes.

Le directeur des ressources humaines indique qu'il y a eu un groupe de travail pour la nouvelle répartition de l'enveloppe NBI de 1 195 points scindée en deux volets : un volet qui concerne les personnels administratifs de 715 points mais, qui a été ramené à 710 points avec la nouvelle répartition et une enveloppe dédiée aux personnels scientifiques et techniques.

L'objectif était de répondre en priorité à la réglementation qui régit les points NBI, puis, d'introduire des critères permettant de répartir à l'intérieur des grandes fonctions.

Il commente tout d'abord, les points attribués aux différentes fonctions pour les personnels administratifs et des personnels techniques.

Il spécifie les critères de présélection des fonctions non éligibles à la NBI, notamment, si l'agent bénéficie de la PFI dans l'IFSE, les agents attributaires de primes d'IFC (de formation continue), ceux qui ont bénéficié d'un logement et les adjoints aux responsables pour le personnel administratif. Pour finir, il a été convenu d'un bénéficiaire par service.

Le Président termine en précisant que ces éléments ont été validés en Comité Technique d'Etablissement.

Le Président soumet aux voix.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|-----------|---------------|----------|----------------------|----------|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 29 | | |
| Nombre de voix | pour | 29 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Point n° 14 : modification de la cartographie RIFSEEP - personnels de la filière ITRF

Rapporteur : *Directeur des ressources humaines.*

Le directeur des ressources humaines poursuit sur la modification de la cartographie RIFSEEP des personnels de la filière ITRF. Un groupe de travail a été initié, notamment, concernant l'IFSE des ITRF et des AENES. Donc, quatre situations ont été traitées.

Il commente le document projeté : les demandes de recours concernant l'IFSE ITRF et AENES, le cas des agents percevant la PFI, les demandes de recours sur des fonctions particulières. Pour terminer, s'agissant des assistants de service social reclassés en catégorie A, une proposition sera faite à partir de la rentrée pour faire une proposition. Donc à ce stade, il n'y a pas de changement pour les assistants de service social.

Le Président termine en précisant que la délibération de 2018 a été ajustée pour tenir compte des situations qui manifestement étaient anormales.
Il soumet aux voix.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|--------|----|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 29 | | |
| Nombre de voix | pour | 29 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Point n° 15 : modification du règlement intérieur de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT)

Rapporteur : *responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.*

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente les modifications du règlement intérieur de l'IUT. Cette demande émane de sa direction pour un allègement. Il y a également une mise en cohérence de certaines modalités pédagogiques décrites, notamment avec l'arrêté de 2014 sur le cadre national des formations qui a lui-même été modifié par l'arrêté de juillet 2018 et dont les dispositions seront applicables à compter du 1er septembre 2019.

De plus, la domiciliation des associations a été modifiée pour qu'il y ait une mise en cohérence avec le règlement général des activités particulières et le règlement intérieur de l'université sur ces demandes.

Le Président indique que ce règlement intérieur a été validé en commission des statuts et adopté à l'unanimité au comité technique d'établissement le 27 juin 2019.

Le Président soumet aux voix le règlement intérieur modifié de l'IUT.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|--------|----|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 29 | | |
| Nombre de voix | pour | 29 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Point n° 16 : Grilles tarifaires (UFR Santé, SUFP et MDL).

Rapporteur : *la vice-présidente en charge de la formation et de la vie universitaire.*

La vice-présidente du CA-FVU commente les grilles tarifaires du SUFP suite aux deux nouvelles formations continues à la rentrée prochaine, à savoir trois DAEU : le DAEU métier de la petite enfance, le DAEU métier du numérique et un DAEU en lien avec l'illettrisme. Elle informe qu'elles ont été adoptées en CFVU.

Pour ce qui concerne la Maison des langues, la révision des tarifs a été faite pour deux certifications : le DELCF et le TCF carte de résident.

Et enfin pour l'UFR Santé, des DU qui sont aujourd'hui offerts en formation continue, apparaissent sur la grille tarifaire du SUFP puisque celui-ci gère toute l'offre de formation continue qui n'est pas portée par l'IAE ou par l'IUT.

L'UFR Santé a exprimé le souhait de pouvoir ouvrir ces DU à des apprenants inscrits en formation initiale, donc il s'agit de définir un tarif pour ces apprenants inscrits en deuxième inscription donc à l'Université de La Réunion.

Le Président soumet aux voix.

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|--------|----|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 29 | | |
| Nombre de voix | pour | 29 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Point n°17. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président

Rapporteur : responsable du service des affaires juridiques et du contentieux

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente les conventions devant être approuvées par le conseil d'administration.

Le Président soumet aux voix les conventions pour approbation :

- 3 conventions "hors recherche".

| Résultat du vote | | | | | | |
|---|-------------|----|--------|----|---------------|---|
| Vote à | main levée | | | | | |
| Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : | | | | 29 | | |
| Nombre de voix | pour | 29 | contre | 0 | abstention(s) | 0 |

Point n°18. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information

Rapporteur : responsable du service des affaires juridiques et du contentieux

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente pour information les conventions « hors recherche » et relevant de la recherche.

Point n°19. Questions diverses

- Annie Dumont** pose ses questions sur la bourse à l'emploi. Elle se dit assez surprise de voir proposées les postes suivants pour un seul service, c'est-à-dire pour 2IN : un gestionnaire administratif et pédagogique, un gestionnaire administratif et financier, un infographiste, un ingénieur en innovation et technologies de l'information et de communication pour l'éducation et un responsable de production multimédia. Puisque 2IN a été créé en 2019, elle se demande d'où viennent ces postes et comment sont-ils financés ?

Le Président répond que la bourse à l'emploi a été lancée suite à la délibération du Conseil d'administration lors de sa séance du 07 juin 2019. Cette dernière formalise finalement le processus de mobilité interne au sein de l'établissement appelé « la bourse à l'emploi » pour les personnels BIATSS et maintenu sous le terme "mobilité interne pour les enseignants, enseignants-chercheurs".

Dans ce processus, des agents peuvent changer d'affectation au sein de l'établissement avec des règles qui ont été modifiées par rapport à l'existant. Une succession d'avis est demandé entre les structures de départ et d'arrivée, mais aussi au niveau des instances centrales. C'est soit une fonction sur support vacant, soit une fonction sans support et qu'à ce moment, les éléments de discussion entre les différents avis formulés et la décision prise, tiennent notamment aux questions de compensations éventuelles, dans le cas où, les mobilités se font sur des fonctions sans support. Donc pour le cas précis de l'Institut Indianocéanique du Numérique, il a été validé.

Ainsi sur la base d'un organigramme, l'OBSUN a intégré cette structure et la direction de l'Institut a souhaité proposer aux collègues qui le souhaitaient des mobilités internes sur des fonctions sans support vacant. C'est la raison pour laquelle chacune de ces fonctions ont été diffusées à la communauté universitaire. Il fait observer que ce n'est pas un emploi vacant pour cette structure.

Le VP-UDN complète en précisant que l'exercice consistait surtout à afficher quelles étaient les opportunités pour les collègues de poursuivre leur carrière ailleurs. Dans ce souci de transparence, il a été souhaité de montrer les besoins affichés à l'IIN, mais il confirme également qu'il ne s'agissait pas de support vacant mais de besoins.

Annie Dumont découvre la fonction sans support vacant. Elle précise, pour sa part, avoir déjà postulée au pôle recherche, mais l'argument était qu'il n'y avait pas de support vacant. Dans l'argumentaire, les fonctions sont proposées sans support.

Elle illustre un exemple : une gestionnaire administrative pédagogique ou une gestionnaire financière qui souhaite postuler à 2IN. Si ces personnes ont les compétences requises, elle ne voit pas 2IN refusé ces personnes.

Ainsi la structure de départ se retrouvera sans son gestionnaire administratif ou pédagogique, et mettra les collègues de cette structure dans des situations difficiles dans la gestion pédagogique avec un agent en moins à la rentrée, par exemple.

Car malgré la mise en place des compensations, elle estime que cette démarche prend du temps. Puis sa deuxième remarque porte sur les deux postes d'ingénieurs qui, à son sens, sont des postes provenant d'un seul service à l'université qui est la direction des usages du numérique (DUN). Donc, si un collègue à la DUN avait été intéressé, le service se serait retrouvé à la rentrée dans une situation assez délicate, puisque c'est la rentrée universitaire, et des fonctions qui n'ont pas de support vacant peuvent être pourvues.

Pour sa part, elle estime que cette procédure pose un problème éthique au départ vis-à-vis des services qui vont se retrouver en négatif, c'est-à-dire ceux qui vont perdre leurs personnels, même s'ils sont volontaires et que l'établissement dit « accompagner ». Selon ces propos, l'accompagnement d'un personnel peut être un peu délétère pour ceux qui restent.

Le Président comprend ses craintes. Il explique que le principe acté est de se mettre à la place des personnels en demande de mobilité interne. De plus, le principe n'est pas de déstabiliser la structure qui voit partir le poste. Donc, quand il y a déstabilisation, les demandes ne sont tout simplement pas validées. Il n'y a pas de caractère systématique entre la demande et la décision.

Quand il y a possibilité de compenser, il précise que cela peut se faire par un emploi occupé, où il peut y avoir des switchs avec l'accord des structures concernées.

Enfin, il y a des cas, notamment dans une phase de réorganisation, de départ avec la charge, ces collègues réaffectés, le sont aussi avec leur charge de travail.

Dans tous les autres cas, la décision n'est pas prise quand il y a un avis négatif argumenté et circonstancié, qui démontre qu'il y a un besoin et que ce potentiel comble ce besoin.

Par conséquent, la décision est rendue négativement.

Annie Dumont est interpellée sur les propos « partir avec sa charge de travail ». Elle s'interroge sur la personne partie avec sa charge de travail qui était à 100 %, elle demande ce qu'elle fera de plus. Elle comprend que cet agent ne travaillera pas pour sa structure d'arrivée, mais continuera à travailler pour sa structure d'origine.

Le Président répond par la négative. Ses propos sont dans le cas de réorganisation. Dans la réorganisation, lorsqu'une portion d'un service est déplacée ailleurs, à ce moment-là c'est l'ensemble qui est déplacé, c'est-à-dire le potentiel et la charge. Dans ce cas, il n'y a pas de déficit au niveau de la structure d'origine.

Le VP-UDN illustre les faits : l'IIN va gérer PIX à partir de l'année prochaine. Cela va correspondre effectivement à une activité qui, pour l'instant, est répartie dans chaque composante. L'idée est d'éviter cette répartition et de tout centraliser.

2. Stéphane Manant : sa première question concerne les étudiants dans le domaine de la santé. Il souhaite savoir si un bilan a pu être établi sur la mise en place du service sanitaire pour ces étudiants à La Réunion.

Puis, sur la nouvelle offre de formation, il souhaite savoir où en est le processus d'universitarisation des formations sanitaires et sociales. Il demande si cela va être inclus dans la future offre de formation.

La directrice du cabinet donne quelques éléments sur le service sanitaire. Elle informe d'un premier temps de bilans et de perspectives qui vient d'être réalisé au niveau de l'ARS OI et de l'Académie de La Réunion, associant effectivement l'UFR santé aux côtés des IES du CHU. Donc sur le service sanitaire, des éléments plus détaillés seront transmis dès la rentrée. A ce stade, elle fait savoir que 400 étudiants en santé sont concernés et vont travailler au niveau de la prévention en région océan indien.

Cela va s'articuler sur deux années : un aspect formation théorique, un aspect préparation et réalisation de l'action de prévention avant un temps de débriefing et d'évaluation, pour La Réunion et pour Mayotte, 108 étudiants en médecine, 24 étudiantes sages-femmes, 20 étudiants kinés et 248 étudiants infirmiers, 218 à la Réunion et 30 à Mayotte.

Ils interviendront dans les écoles, les collèges, les lycées de l'ensemble du territoire. A La Réunion, 97 établissements sont concernés et 11 établissements à Mayotte.

La vice-présidente du CA-FVU répond pour la deuxième question et déclare que cinq diplômes du travail social doivent être mis en œuvre au grade de licence.

Ces diplômes sont des diplômes de l'IRTS, mais au niveau national il est prévu un accord-cadre de partenariat entre les IRTS d'une part, et les universités d'autre part.

Stéphane Manant rectifie sa question et précise qu'il voulait parler de la formation paramédicale.

La vice-présidente du CA-FVU répond que l'IAE, l'IUT, l'ESPE, l'UFR DE pour le centre de recherche CRJ travaillent en étroite partenariat avec l'IRTS pour que le nouvel accord-cadre soit bien défini et puisse convenir à toutes les parties en présence.

Le Président complète avec les informations reçues à ce stade. L'universitarisation de ces formations est le pilotage pédagogique qui se fait au niveau de l'UFR santé. Les étudiants sont en inscription à l'UR avec une participation des équipes pédagogiques aux enseignements, qui peuvent se réaliser dans les différents instituts. Il termine en disant que l'UFR santé est mobilisée sur ces partenariats avec les instituts, notamment les IFSI.

La responsable administrative de l'UFR SANTE, Stéphanie Robert informe sur la partie universitarisation des formations paramédicales qui concerne essentiellement l'école d'infirmiers, les infirmiers, les ergothérapeutes, les psychomotriciens.

S'agissant de la partie masseurs-kinésithérapeutes, elle n'est pas concernée par cette démarche puisqu'il n'y a pas encore le décret pour définir le niveau de diplôme de kiné.

Cette année, tous les étudiants ont été inscrits pour les trois années d'école d'infirmiers. Actuellement, l'université de La Réunion compte environ 800 étudiants inscrits.

Le partenariat se fait en trinôme, avec l'institut, le CHU, l'UFR santé et le conseil régional. De plus, elle précise que pour cette année, les diplômés auront le grade de licence pour les élèves infirmiers, kinésithérapeutes, psychomotriciens et ergothérapeutes. Elle indique qu'ils sont environ 300 étudiants, 300 diplômes nouveaux, et l'établissement continue cette démarche en partenariat avec le conseil régional.

3. La vice-présidente du CA-FVU communique la question de **Monsieur VIALE** : *pourquoi les photos des étudiants prises lors de l'inscription administrative et utilisées pour la création des cartes d'étudiants ne sont pas transmises aux équipes pédagogiques de formation ? La photo de chaque étudiant est prise lors de la procédure d'inscription pour figurer sur la carte d'étudiant. Cette photo n'est pas importée dans le profil numérique de chaque étudiant de Moodle ni utilisée pour établir un trombinoscope à usage pédagogique.*

En conséquence, de nombreuses heures de travail BIATSS pour un équivalent de plusieurs semaines sont perdues à rephotographier les étudiants, reconstituer des trombinoscopes et transmettre ces photos pour importation dans Moodle par les personnels de la DUN.

La vice-présidente du CA-FVU en réponse, tient à féliciter cette initiative qui est pour sa part, une judicieuse proposition. Elle demandera par conséquent au service concerné de bien vouloir en étudier la mise en œuvre, car elle constate que tous les ans les secrétariats font des montages parfois savants avec de longs moments de mise en page, et d'ajustements. Donc, elle ne peut qu'encourager la mise en œuvre de ce projet.

Le vice-président UDN répond à cette demande, qu'il n'y a pas qu'un aspect technique mais aussi un aspect juridique lié au RGPD, qui est en vigueur depuis un peu plus d'un an maintenant. Effectivement, il est nécessaire de se mettre en conformité avant de proposer un tel outil qui permet de générer ces trombinoscopes et qui est déjà en cours d'expérimentation. Donc il s'agit d'un problème de réglementation avec un travail en cours avec le délégué à la protection des données.

Stéphanie Robert fait part d'une remarque sur cette problématique. Actuellement lors des inscriptions, il est demandé aux étudiants de compléter un document lié au droit à l'image, notamment pour utiliser la photo sur la carte étudiante.

Est-ce que nous ne pourrions pas envisager la possibilité d'étendre cette demande par rapport à un trombinoscope, c'est-à-dire mettre sa photo sur la carte étudiante et sur un trombinoscope ?

Le vice-président UDN précise que le RGPD demande un consentement explicite des étudiants. Ils ont le droit de refuser et il faut pouvoir le gérer. Il met en évidence un autre point qui est de pouvoir contrôler toutes les personnes qui ont accès à ces informations. Donc, cela veut dire avoir le système d'information qui soit capable, par exemple, de garder une trace, qu'on appelle « les logs » sur le fait que telle personne, tel jour, à telle heure a consulté ces informations, et pour l'établissement avoir la traçabilité qui est exigée par le RGPD, en cas de contrôle. Il considère la procédure assez lourde à mettre en place par rapport à l'aspect « formulaire de l'étudiant ».

4. **Pascal Baret** interroge au sujet d'une commission d'affectation d'un poste à l'IUT sur un recours gracieux. *Quelle est la politique de l'Université sur cette demande en particulier et d'une manière générale après sur les recours gracieux ?*

Le Président confirme pour cette procédure de recrutement, un recours gracieux opéré annonçait un recours contentieux. Des échanges en interne et des échanges au niveau du ministère ont montré qu'il y avait un risque avéré de contentieux sur ce poste. Par conséquent, le choix qui a été fait était d'interrompre le processus d'affectation.

Il répond qu'il n'y a pas de politique, il y a surtout une compétence, qui est celle à la fois juridique de l'établissement, mais celle du président de nommer des jurys qui sont garants de l'équité, de la transparence, de l'égalité vis-à-vis des différents candidats. Ils doivent fournir des éléments matériels à l'appui de leurs décisions.

Il fait savoir l'existence d'un certain nombre de procédures dans l'établissement qui doivent permettre le respect des principes. Malheureusement, il a été constaté que dans certains cas que l'évolution de la réglementation n'est pas forcément suivie d'effet dans

les éléments matériels, tels que les formulaires, etc., qui sont transmis aux différents membres du jury.

Pour terminer, il explique qu'au lieu d'aller vers un contentieux qui, encore une fois, bloque le poste, l'idée est plutôt d'interrompre le recrutement et de relancer en bonne et due forme la procédure pour que le recrutement soit stabilisé.

Pascal Baret dit que sur cette commission pour laquelle il était président, il ne pense pas avoir fait défaut sur une procédure ou sur un document. Donc il souhaite savoir pourquoi il y a eu ce recours et l'arrêt de la procédure. A titre personnel, il fait savoir que celle-ci s'est tenue en bonne et due forme et qu'il a transmis au Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux ladite procédure et les fiches.

Le Président explique qu'il ne remet pas en cause le travail qui a été fait par un Président du jury ou par des membres du jury. Aujourd'hui, tout comme l'arrêt qui a été rendu par la cour d'appel de Paris sur le concours de maître de conférences section 22, était bloqué depuis quelques années au sein de l'établissement.

Il précise que ce qui a été à l'appui de la décision d'annulation d'une délibération d'un conseil d'administration, c'est l'absence d'avis motivé unique sur le classement. Donc, dans le cas de cet emploi, l'inadéquation des formulaires qui étaient à la disposition par rapport aux principes qui sont communs à l'ensemble des jurys ont fait défaut.

Ces éléments ont déjà discuté avec monsieur le DRH qui vont être corrigés pour les prochains concours, de sorte à éviter de se retrouver dans des situations de risques de contentieux pour l'établissement qui peuvent durer des années.

Par conséquent, durant ces procédures, les emplois ne sont pas occupés. Au vue pour l'établissement de la raréfaction des emplois et le besoin qui est formulé par l'ensemble des structures internes, il convient de stabiliser et de sécuriser juridiquement les documents et les procédures pour avoir des collègues de façon pérenne au sein de vos structures.

Pascal Baret comprend que c'est le défaut de documents qui est généralisé à tous les concours de l'établissement.

Le Président acquiesce mais précise qu'il ne s'agit pas de tous les concours. En tout cas sur la série de concours qui était dans la même vague que cet emploi. Et qu'à partir du moment où il n'y a pas de « porter à connaissance » de ces éléments, il n'y a pas forcément eu de réaction. Tant qu'il n'y avait pas de recours sur les comités de sélection, la procédure n'était pas aussi sécurisée qu'elle aurait dû l'être.

Pascal Baret interroge en termes d'utilisation du support.

Le Président indique que le support reste vacant. Après échanges avec le directeur de composante, des solutions peuvent être trouvées à l'intérieur de l'établissement pour amener les moyens pour répondre au besoin dans les temps requis. Il ajoute qu'il faut prendre le temps d'analyser la situation et de voir ce qui est possible.

Le directeur de l'IUT profite de la question de Monsieur Baret pour apporter des précisions par rapport à ce qui a été évoqué. Globalement, il regrette d'entendre que ce soit la procédure de l'établissement qui était en faute dans la réalisation du concours, c'est-à-dire que dans la mise en œuvre. Il comprend qu'en réalité, c'est la procédure qui a été retenue au sein de l'établissement qui remet en question le recours gracieux initial effectué par le candidat.

Le Président précise que les éléments matériels à l'appui de décision sont manquants. Il peut considérer que c'est par défaillance des éléments fournis par l'administration pour les étayer, mais il y a un principe qui indique que nul n'est censé ignorer la loi.

Donc, rien n'empêche malgré ces éléments, qu'il y ait des rajouts qui soient formulés pour expliciter les critères et l'évaluation des critères qui ont permis qu'un classement soit opéré.

Sur ces commissions d'affectation, l'établissement n'a pas été jusqu'à maintenant aussi vigilant que sur les comités de sélection, mais quand il y a un comité de sélection, quand il y a une campagne emploi d'enseignants chercheurs, il y a une réunion de tous les présidents avec un guide qui est formulée, il y a des formulaires qui sont ajustés qui s'appuie sur le service juridique.

Il y a tout un accompagnement pour sécuriser la procédure. Ce qui n'était pas le cas de ces commissions d'affectation. Maintenant, étant alerté, il sera sécurisé d'un point de vue juridique. D'autant plus que, dans le cadre des échanges avec le président du conseil académique et les inspecteurs généraux, il a été demandé de revoir les procédures pour plus de rigueur, notamment de la fonction RH.

Le directeur de l'IUT poursuit sur un autre élément. Ayant fait des recherches à son niveau, il considère les éléments de procédure peu précis dans les textes aujourd'hui. Selon ses propos, ces éléments de précision relèvent donc de l'établissement. Or, la procédure a été établie par l'établissement d'un point de vue de la mise en œuvre du concours. *Quelle est l'évaluation juridique qui a été portée sur ces défauts ? Est-ce qu'un service a été saisi et a pu faire une analyse ? Ou est-ce un regard porté par le Président de l'université qui, à un moment ou un autre, prend la décision d'arrêter le concours puisque cette décision a été prise par le président aujourd'hui suite à une évaluation juridique.* Il demande à avoir des précisions à ce titre et savoir les services qui ont été saisis de cette analyse.

Le Président répond qu'il y a une instruction qui est faite par le service juridique. Le service juridique de l'établissement a été saisi et vient à l'appui d'une décision qui est prise. La décision qui a été prise sur ce poste, fait suite à la transmission de l'ensemble des éléments obtenus au ministère qui dit clairement : « les éléments que vous nous transmettez témoignent d'un risque avéré de contentieux sur le poste ».

Donc, le choix a été laissé à l'UR. Le Président déclare avoir choisi d'interrompre le concours. Il précise que ces éléments ont déjà été évoqués avec le directeur de l'IUT sur les emplois précédents. Les discussions avec le ministère mènent toujours dans le cas où il y a un risque avéré de contentieux sur un support, à une non nomination. A son sens, il n'est pas utile de bloquer un support, notamment quand un risque est avéré comme celui-ci. Il termine en précisant qu'il est important d'aller au bout du recrutement pour amener les bonnes compétences au bon endroit.

Le directeur de l'IUT partage totalement le risque pour l'établissement et apprend des échanges qui ont eu lieu avec la DGRH que la décision finale du président a été d'interrompre le concours. En sa qualité de directeur de l'IUT, il demande à avoir accès aux éléments de discussion qui ont mené à cette conclusion, notamment des échanges en interne par le service juridique.

Ayant d'ailleurs eu accès aux premiers retours et l'en remercie.

Ces difficultés ne doivent plus se reproduire, d'autant plus qu'elles concernent un département qui est en très grosse difficulté de fonctionnement avec deux postes qui sont vacants.

Le Président répond que la décision a été prise au regard des éléments qui ont été donnés et qu'il y a eu beaucoup d'échanges.

Le directeur de l'IUT réplique ne pas avoir été destinataire des éléments de la DGRH.

Le Président acquiesce et indique qu'il y a de nombreux échanges oraux sur ce cas. Il invite à trouver une solution pour la rentrée qui est d'importance.

Le directeur de l'IUT adhère totalement au point de conclusion qui est d'arriver à trouver des solutions pour la rentrée, mais néanmoins, il souhaiterait, que l'on comprenne son inquiétude car le problème va au-delà de ce support. Car cela signifie que tout recrutement contesté par un recours gracieux, serait quasiment voué à l'échec.

Le Président indique qu'il ne faut pas l'interpréter de cette façon.

Le directeur de l'IUT insiste. Il rejoint l'interrogation de Monsieur Baret en termes de politique d'établissement. A son sens, à un moment ou à un autre il y a quand même une notion de politique. *Il y avait une possibilité de laisser ce concours se dérouler, et de laisser un recours contentieux arriver.*

Le Président exprime son désaccord.

Le directeur de l'IUT : (inaudible).

Le Président fait remarquer au directeur de l'IUT qui assure des fonctions à forte responsabilité, qu'il n'est pas possible de laisser l'établissement dans une situation où il serait attaqué. Il rappelle qu'en 2017, il y a eu un courrier anonyme qui portait à connaissance des dysfonctionnements pour un poste. L'analyse a été faite. Le concours a été interrompu. Selon, ses propos, en sa qualité de directeur d'une composante, il ne peut pas raisonnablement dire qu'à partir du moment où il y a connaissance d'une défaillance d'éléments juridiquement fragiles, laisser l'établissement aller au contentieux.

Moins il y a de contentieux dans l'établissement, plus effectivement, il y a une possibilité de recruter les ressources manquantes de façon pérenne. Il ne s'agit pas, encore une fois, de politique.

En tant que président de l'établissement, une fois alerté, il agit en tant que responsable du contrôle de légalité interne de l'établissement qui relève de sa compétence. Celle-ci doit être exercée. Donc, il estime que chacun a ses compétences. A partir du moment où des responsabilités engagent l'établissement, les décisions sont prises.

Le directeur de l'IUT l'entend et pense que le Président prend ses responsabilités, ce qui fait partie effectivement des missions. Il fait état de la sollicitation de la DGRH à ce titre avec une analyse juridique demandée pour vérifier si effectivement les faits soulevés dans ce recours gracieux nécessitaient une interruption.

Ce qu'il demande, de nouveau, c'est d'obtenir les éléments qui ont permis à l'époque sur une autre composante, de prendre une décision qui était tout à fait juste et qui avait pour vocation de préserver l'établissement. Il rejoint le Président en ce sens, de préserver l'établissement à la fois l'IUT et l'université.

Le Président estime avoir donné, de vive voix, les éléments d'explication qui sont données, de nouveau, en conseil d'administration. Les éléments ont été transmis au ministère. Si ce dernier, ne partageait pas ces éléments d'analyse, il n'aurait pas permis que la procédure soit interrompue. De même que la transmission d'éléments qui montrent clairement une faille juridique ne peut pas mener à ce qu'un ministre ou une ministre nomme sur un emploi.

Le directeur de l'IUT abonde dans le sens du Président. Toutefois, il pense que l'énergie doit aussi porter sur le second volet, c'est-à-dire faire en sorte que les procédures soient conformes. Le président du comité étant présent en séance, il pense que les choses se sont déroulées tout à fait convenablement et dans le respect de la procédure qui a été votée par ces différents conseils. Il s'agit donc, à son sens, de faire attention à ce que cela ne se renouvelle pas pour ne pas avoir des recours gracieux qui mènent systématiquement à des annulations de concours, puisque l'établissement sera bloqué à un moment ou à un autre par tout individu qui voudra faire que l'établissement ne fonctionne pas.

Le Président répond que ce n'est pas systématiquement. Ce porté à connaissance donne lieu à une analyse, à une instruction. Si l'instruction dit : "aucun risque", les éléments sont maintenus. Si l'instruction présente un risque avéré, il y a une fragilité, et dans ce cas il faut prendre ses responsabilités.

Il rejoint le directeur de l'IUT, les procédures internes doivent être mieux construites et sécurisées. Ce ne sont pas le Président ou les membres du jury qui sont remis en question, mais il y a une fragilité qui provient de documents non actualisés. Des éléments matériels, encore une fois, sont posés, et ces éléments matériels illustrent soit une solidité soit une fragilité ; dans ce cas, c'est une fragilité.

Le directeur de l'IUT note qu'il n'a pas accès à ces éléments d'analyse, éléments matériels qui permettent à ce jour d'avoir conforté la décision du président d'interrompre le recrutement.

L'ordre du jour étant épuisé, Le Président adresse ses remerciements aux participants et clôture la séance à 16h12.

La secrétaire de séance,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Tina'.

Tatiana LEBEAU

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'F. Miranville'.

Pr. Frédéric MIRANVILLE